

LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL CENTRAL DU GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES LÉNINISTES

UCFML

MENSUEL : 18 Novembre-18 Décembre 1977

N.22

3 FRANCS



SOMMAIRE:

- Photo de couverture: un aspect de la campagne maoïste contre les mesures Stoléru: propagande à Barbès (Paris)
- ÉDITORIAL
- Baader et l'Allemagne
- Fos et sa région
- VIE DES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES :

- Le CPAC DE Châlon-sur-Saône
- ÉTUDE MAOÏSTE:
Le parlementarisme impérialiste
- INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN:
 - . Le rassemblement de Bologne
 - . Les «Autonomes» Italiens
 - . Le peuple SAHARAOUÏ et l'impérialisme français
 - . IRAN: le Shah à Paris
- Mao-Tsé-Toung, le 15 Juin 1976.

EDITORIAL

Ce qui se passe ces derniers temps nous donne une leçon: la lutte révolutionnaire contre les 2 bourgeoisies, c'est la lutte contre l'impérialisme.

Et la lutte contre l'impérialisme, pour nous, maoïstes de France, c'est la lutte pour détruire l'État impérialiste français.

Cet État impérialiste, menacé par la crise, est de plus en plus anti-populaire et belliciste.

- il veut frapper directement la classe ouvrière avec les mesures Stoléru, les contrôles policiers, les expulsions. Il connaît son ennemi irréductible: le prolétariat international de France.

- il veut s'accoquiner avec tous les réactionnaires d'Europe pour faire régner la loi policière impérialiste, expulser, extraditer, assassiner dans les prisons. C'est la «convention anti-terroriste», l'hystérie de la presse, l'affaire K. Croissant.

- il veut piller encore et toujours les peuples du Tiers-monde. En Afrique en particulier, Giscard est le gendarme en chef, avec son fidèle adjutant Hassan II du Maroc. Les deux compères se démènent en vain pour endiguer le torrent de la juste lutte de libération nationale du peuple Saharaoui.

Sur tout cela, le prolétariat et le peuple ripostent du tac au tac:

. Mobilisation prolongée contre les décrets scélérats de Stoléru, avec, comme étape, la manifestation du 19 Novembre à Barbès.

. Casser le complot policier de Giscard, Schmidt et Callaghan, en attaquant la convention «anti-terroriste», en protégeant avec force tous ceux qu'on menace d'expulsion et d'extradition.

. S'opposer résolument à toutes les sordides expéditions militaires en Afrique. Arracher la dissolution totale de la «force d'intervention» (paras et légion), force armée néo-colonialiste et de guerre civile. Soutenir sans défaillance les peuples en lutte, et en premier lieu le peuple Saharaoui.

Ce combat de première ligne contre l'impérialisme français exige qu'on attaque frontalement ceux qui préparent sa relève: les nouveaux bourgeois, PCF et syndicalistes. Qui sont ces gens ?

- les gens du «Fabriquons Français», de la défense du Concorde, de la défense des arsenaux et industries de guerre. Les gens du grotesque «socialisme aux couleurs de la France». Les gens de la cocarde bureaucratique d'État. Des impérialistes endurcis et brutaux.

- les gens du «statut spécial de l'immigration», les gens qui vous expliquent qu'il faut des immigrés sur les chaînes, pour que les français soient pépères dans les bureaux, les gens qui sabotent obstinément le glorieux combat de classe des foyers Sonacotra. Des racistes et chauvins indémodables.

- les gens qui soutiennent l'URSS et les mercenaires Cubains en Angola, qui vomissent la Chine et l'Albanie socialistes, qui soutiennent la répression d'État contre les peuples Martiniquais, Guadeloupéens, Guyanais, Réunionnais, ou Corse. Des colonialistes aux dents longues, accouinés aux brigands de la superpuissance soviétique.

Est un véritable anti-impérialiste celui-là seul qui pousse l'anti-impérialisme jusqu'à la lutte sur deux fronts, jusqu'à l'attaque sans merci des nouveaux impérialistes tricolores du PCF.

Quant aux gens du PS, Mitterrand et consorts, on connaît leur passé: chiens couchants de l'impérialisme depuis toujours, dirigeants de la sanglante guerre d'Algérie, clients des monopoles, amis zélés de la superpuissance américaine. Leurs phrases sucrées, leurs ronflantes envolées «démocratiques» et «humanistes» ne les laveront pas une seconde de leurs crimes passés, présents et à venir.

La social-démocratie, c'est l'impérialisme le plus hypocrite, le service le plus rampant de l'État bourgeois, la capitulation permanente même sur l'indépendance nationale.

Aujourd'hui, toutes les forces politiques de l'impérialisme français jouent leur propre jeu: Chirac, Giscard, Mitterrand, Marchais, rivalisent dans leur coin. Chacun promet de sauver l'impérialisme, de servir «la France», de revenir aux beaux jours des superprofits et de la «croissance» sur le dos des peuples.

Tous se servent, dans leur travail de propagande, du parlementarisme et des élections, du syndicalisme et des actions «responsables» - comme la «grève» antipopulaire du 1er Décembre.

La classe ouvrière deviendra elle-même, deviendra une classe politique:

- contre l'impérialisme français en première ligne.

- contre le parlementarisme

- contre le syndicalisme

A cette heure de grande tension, de grand trouble, la crise et la rivalité sont dans l'impérialisme français; la force du peuple travaille sur elle-même lentement, pour l'organisation de sa politique - pour son Parti.

Le débat de masse sur la politique reprend dans des termes nouveaux. Il y avait la droite contre «la gauche». Il n'y a plus que des forces bourgeoises dispersées, qui manœuvrent dans la confusion. Le paravent parlementaire laisse malgré tout voir les réalités nues: la crise continue; l'impérialisme fait ses bruits de botte; la police rafle et brutalise; la justice extrade. Les syndicats défilent.

Face à tout cela, dans les marchés, les usines, les foyers, les quartiers, nous voyons que les camps se dessinent avec une netteté grandissante. On est pour ou contre les lois Stoléru, pour ou contre la manifestation du 19, pour ou contre la politique de classe. Comment se dérober? On ne peut plus beaucoup soutenir l'impérialisme français en faisant semblant de ne pas le voir. Car il se montre à ciel ouvert.

Ce côté tendu et tranchant du débat est une bonne chose. Bien sûr, cela aiguise les problèmes. Etre dans un noyau, dans un CPAC, aujourd'hui, c'est attaquer la société impérialiste. Il n'y a pas de faux-fuyant. On touche l'antagonisme, on s'en prend sans intermédiaire à l'État.

Cette situation durcit l'action maoïste. Elle exige un style de Parti ferme, et des enquêtes poussées jusqu'au bout. Les temps sont de dureté et de division jusqu'au sein du peuple. Il nous faut saisir le contenu réel du débat de masse, et en faire la force de classe organisée. Plus que jamais aujourd'hui, toute erreur sur le réel se paie cher, tout attentisme sur l'organisation est indéfendable.

BAADER et l'ALLEMAGNE

- 1 -

« L'État démocratique » n'est que gangstérisme, voilà ce qui, plus que tout, soulève le cœur dans l'histoire de la Fraction Armée Rouge. Oh, bien sûr, cette histoire est abominable de bout en bout. Aucune image n'en est supportable. Mais il importe essentiellement de savoir comment tenir, quand on somme les gens de faire cortège à la parade sanginaire des Schmidt, des Giscard, des Callaghan; quand on veut nous élever dans le culte des commandos spéciaux de tueurs, pourvu qu'ils aient le label de l'État; quand commence dans le sang la chasse aux sorcières.

Cet abject consensus autour des flics, des services secrets et des messieurs policés de la social-démocratie, nous n'en étions certes jamais, à aucun prix. Mais moins que jamais aujourd'hui, où nous avons sous les yeux la boucherie des prisons allemandes, le terrorisme d'État sous sa forme achevée.

Ce n'est pas demain que vont détourner notre regard les arguties d'experts sur le suicide. Exécutés, poussés au désespoir par la torture insidieuse, dotés de révolvers introuvables, qu'importe? A qui fera-t-on croire que Baader et les siens ne sont pas tombés, impuissants au fond de leur trou, sous les coups de la terreur d'État.

A qui nous dit: « terreur contre terreur », « ils l'avaient voulu », nous disons: ne te lave pas les mains ainsi comme un spectateur halluciné. Un petit groupe politique, même dans l'impasse du terrorisme, même criminel, ne peut se comparer aux puissances étatiques de chez nous. Ce genre d'État fait face aux peuples dans une omniprésence quotidienne. Tout un chacun, de toute urgence, doit répondre à cette question: que pense-t-il, quel est son sens intime, quand cet élément organique de sa vie sociale obligée, l'État, passe de l'oppression massive ordinaire au gangstérisme cynique? Et si par dessus le marché, il étale les corps de ceux qu'il assassine dans les fanfares de la démocratie victorieuse? Et si enfin se dessine, dans cette entreprise intolérable, une sorte d'internationale des bourgeois d'Europe, figolant en commun leurs lois d'exception et leurs commandos d'assassins?

Il n'est pas de nuance qui vaille. Quiconque n'est pas d'abord emporté, indignation et véhémence, par la haine de l'État parlementaire saisi dans ses oeuvres d'abjection, nous ne pouvons lui faire confiance sur rien qui ait trait au peuple et à la démocratie.

Schmidt, Callaghan, Giscard et Mitterrand en renfort, socialistes et libéraux avancés, nous vous avons RECONNUS. La différence des causes s'arrête là où commence l'identique violence d'État: les corps des prisonniers d'Allemagne rejoignent dans notre mémoire ceux du million d'Algériens torturés et abattus, dont les socialistes Mollet, Lacoste et Mitterrand sont comptables, et qu'on appelait, déjà et toujours, des « terroristes ». Nous y voyons votre État, et la réalité de vos promesses.

- 2 -

Baader et les siens, quels que soient les appels au meurtre et à la délation générale, nous ne renoncerons pas non plus à penser leur impasse et leur damnation. Et d'autant plus que nous, révolutionnaires maoïstes, savons qu'en aucune circonstance, quel que soit l'intensité de la guerre de classe, nous n'utiliserons de semblables moyens. Et nous disons ici qu'au bout du compte, c'est encore l'État impéria-

liste, dans sa longue histoire de crise de guerre et d'exploitation, qui les a rendu nécessaires, en même temps qu'à l'autre bout de la chaîne, il s'activait à les tuer.

Qu'ils aient été nécessaires ne signifie nullement qu'ils aient été justifiés. Ce terrorisme-là, d'otages et de chantages, est une atrocité imbécile. Reste à dire la chaîne à quoi il tient.

Le terrorisme n'est certes pas une perversion historique. Il est des peuples nombreux qui y furent acculés par des décennies d'oppression insondables. Près de nous, algériens, viet-namiens, palestiniens, avant d'être des peuples de la guerre prolongée, furent des peuples de l'attentat et de la bombe.

Ce terrorisme-là est souvent à la guerre populaire ce que la révolte est à la révolution: l'immédiat du refus, le sol où l'exigence est tracée. Ce terrorisme est aussitôt porteur de plus que lui-même, il se dépasse, selon sa propre loi dans la levée politique des masses.

Mais un tout autre terrorisme, celui de la solitude et du martyr, de la cruauté vaine et de l'échec, a déjà son histoire: c'est la bande à Bonnot, c'est le nihilisme, c'est la Fraction Armée Rouge.

A chaque fois, ce terrorisme trouve sa raison d'être dans une sorte de fixité difficile de la contradiction entre le peuple et l'État, dans le sentiment que pour briser l'accord social apparent, il faut l'excès, il faut ce que cet accord ne peut ni comprendre ni tolérer. Le terrorisme surgit là où les voies de l'antagonisme de classe sont en apparence totalement obscures.

Pour nous, marxistes, ce sentiment d'impuissance tragique a invariablement pour support la faiblesse transitoire du mouvement politique du prolétariat. Si la vision intellectuelle d'une unanimité intolérable s'exaspère en violence pure, si l'épaisseur de la paix sociale s'inverse dans une subjectivité de terreur, c'est que le prolétariat ne peut pas, ne sait pas, offrir à cette vision et à cette subjectivité une perspective immédiate positive et une place légitime. C'est en ce point que nous pouvons dire des terroristes qu'ils sont nos contemporains, en même temps que notre désaccord absolu avec eux. Car ce dont ils sont les porteurs, la vision furieuse d'un monde à détruire, devrait avoir son espace de métamorphose dans la politique révolutionnaire du peuple, devrait trouver son droit et sa force dans l'énergique direction du prolétariat, qui seule concentre une politique antagonique à la société bourgeoise et impérialiste. L'impasse abominable où les terroristes sont conduits, rien ne peut distraire le prolétariat révolutionnaire de ce qu'il en est comptable, dans sa tâche essentielle, qui est de concentrer dans la politique les révoltes de TOUT LE PEUPLE.

S'agissant de Baader et les siens, notre question, par delà l'indignation suffocante contre l'État des assassins, est une question internationaliste, une question décisive de la révolution en Europe: pourquoi l'Allemagne voit-elle surgir d'aussi implacables nihilistes? De quelle énorme difficulté pour la révolution prolétarienne témoignent ces terroristes solitaires?

- 3 -

L'Allemagne, par deux fois en un demi-siècle, a vu son peuple payer de situations politiques insupportables la pratique criminelle de ses dirigeants impérialistes. Cherchant à se tailler un empire dans la

lutte mondiale pour l'hégémonie, Guillaume II et Hitler ont laissé des pays dévastés, et soumis aux brigandages et aux dépeçages des impérialismes rivaux.

Le peuple Allemand, pas plus qu'un autre peuple des métropoles impérialistes, n'est par lui-même responsable de ces catastrophes qu'il subit. Pour nous, le peuple Allemand est au contraire un grand peuple, auquel l'Europe doit des percées révolutionnaires essentielles: c'est le peuple de la guerre des paysans, des révolutions de 48, de Marx et d'Engels. C'est le peuple qui, avec un insurpassable courage, s'est lancé, après la première guerre mondiale, dans la dernière tentative européenne, à ce jour, d'insurrection ouvrière armée (les spartakistes). C'est le peuple ouvrier dont les figures de dirigeants, Rosa Luxembourg ou Liebknecht, sont sans égales en Europe de l'Ouest.



Ouvriers allemands en arme s'appêtant à combattre les corps-francs de la contre-révolution

A ceux qui aujourd'hui parlent de la «malédiction» du peuple allemand, de sa pente au fascisme, de son goût de l'ordre, de sa sordide complaisance à la repression, nous disons qu'ils sont chauvins, racistes et ignares. Tout au contraire, de la guerre de 14-18, la classe ouvrière allemande est la seule, avec la russe, à avoir tiré l'appel pratique à la révolution. Le fascisme est né de que cet appel a été écrasé. Mais par qui, et dans quelles conditions ?

La vérité est que, par l'incroyable humiliation du traité de Versailles, et par leur participation active à la contre-révolution, les vainqueurs impérialistes de la guerre de 14, français et anglais en tête, sont les responsables directs du nazisme.

Pour comprendre pleinement l'Allemagne de ce siècle, il faut tenir deux vérités:

— le peuple allemand est un grand peuple révolutionnaire, qui a toujours fait peur aux bourgeoisies impérialistes d'Europe, a toujours suscité leur haine et leur vindicte.

— le fascisme est un produit direct de la boucherie de 14-18, et du brigandage des impérialismes vainqueurs, français en tout premier lieu.

Ainsi le peuple allemand est au coeur de l'Europe, à l'extrême historique de la contradiction mortelle entre le système impérialiste et les peuples.

- 4 -

Aujourd'hui encore, on ne fait de l'Allemagne le sphinx de l'Europe que si on refuse de partir du

solde de la deuxième guerre mondiale.

L'Allemagne est un pays divisé en deux. Un pays dont chaque moitié est sous la tutelle absolue d'une des superpuissances qui se disputent le monde. USA à l'ouest, URSS à l'est. Un pays qui, trente ans après la fin de la guerre est militairement occupé par des puissances étrangères.

On a déssais systématiquement le peuple allemand de toute maîtrise sur son sort historique. Depuis les procès de Nuremberg inclus, on l'a empêché de faire lui-même, par le mouvement de sa propre force, le bilan véritable du fascisme. Seuls les grands impérialismes étrangers débattent de ce qui est bon ou mauvais pour ce peuple tenu en bride, dépecé, et qui constitue au coeur de l'Europe, la ligne de front où les superpuissances sont au contact, accumulant sur le sol allemand les stocks d'armes de la prochaine guerre mondiale.

Victime des puissances rivales, terrain de manoeuvre, ligne de front, tous s'efforcent de ne considérer l'Allemagne ni comme un peuple, ni comme un pays, ni comme une nation.

Les gouvernants des deux moitiés sont des clients obligés de leurs tuteurs impérialistes, les bons élèves de la classe, et ils se consacrent, économiquement comme politiquement, à fournir un de ces jours les avant-gardes fratricides d'une troisième boucherie inter-impérialiste.

Si l'Allemagne, dans ses deux parties artificiellement disjointes, a tant de mal à tracer son propre chemin de révolution prolétarienne, d'organisation magiste, de politique du peuple, c'est que, par l'effet d'une tutelle impérialiste sans précédent, la question nationale y est inextricablement mêlée à la guerre de classe, et la question de la guerre à celle de la révolution. Que celui qui a une recette en la matière jette le premier pavé sur les révolutionnaires allemands tatonnants ou fourvoyés.

Etre un révolutionnaire allemand exige qu'on sache d'abord ce que c'est, aujourd'hui, qu'être un allemand tout court. Question à laquelle les superpuissances et leurs complices exigent qu'on ne puisse répondre autrement que par l'absurde allégeance à Schmidt, client de Carter, ou à Honecker, client de Brejnev.



Honecker et son maître social-impérialiste Brejnev: préparation à la guerre impérialiste.

Nous pensons qu'à cette question extraordinairement difficile, Baader et les siens ont répondu à leur manière, par la fuite en avant: l'Allemagne pour eux n'existait pas. Baader se disait palestinien, vietnamien, il proposait la figure formelle et mécanique d'une révolution anti-impérialiste directement mondiale, mais ni dans ses actes, ni dans sa doctrine, il n'a réussi à être allemand, c'est-à-dire lié à son peuple selon la définition interne que celui-ci donne de lui-même à chaque étape de son histoire. De ce point de vue, Baader, sorti du grand mouvement des années 60, a cessé d'être un révolutionnaire, n'étant plus qu'un substitut abstrait. Et cette abstraction, comme toujours, a engendré l'atroce et l'injustifiable.

Cependant, de ce que la définition du peuple allemand soit aujourd'hui fuyante, presque impossible, c'est Schmidt à l'ouest, Honecker, à l'est, qui sont les féroces garants. Baader n'a fait que porter à ses conséquences extrêmes cette turpitude de l'impérialisme: séparer de force le peuple allemand de sa propre identité nationale et politique.

- 5 -

Pour nous, internationalistes, notre point de départ est la confiance dans la classe ouvrière allemande, dans le peuple allemand. Confiance historiquement justifiée cent fois. Confiance qui s'alimente au rôle décisif joué par la jeunesse allemande dans l'éveil révolutionnaire des années 60. Confiance renouvelée aux côtés des rudes militants anti-nucléaires allemands de Malville. Confiance qui vient encore de se consolider avec la révolte violente des jeunes allemands de l'est, criant leur haine de l'État social-fasciste et de l'occupant russe.

Nous savons aussi que dans le peuple allemand, grandit un point de vue neuf et autonome sur la division de l'Allemagne, une aspiration à l'unité nationale qui ne doit rien aux proclamations creuses des États sans avenir qui prétendent gérer les «allemandes» de l'impérialisme.



La marche anti-nucléaire de Brockdorf

Nous sommes sur ce point à l'écoute et à l'école du peuple allemand.

En marxistes, nous savons que la question nationale est, en dernier ressort une question de classe. Seul le prolétariat révolutionnaire allemand est et ouest mêlés, trouvera la voie d'une unité allemande populaire reconstituée, parce que cet effort se fait, nécessairement, contre les impérialismes, contre les deux bourgeoisies.

VIVE LE GRAND PEUPLE ALLEMAND, PEUPLE RÉVOLUTIONNAIRE D'EUROPE !
 LES SUPERPUISSANCES HORS D'ALLEMAGNE !
 TROUPES ÉTRANGÈRES HORS D'ALLEMAGNE,
 TROUPES FRANÇAISES EN PARTICULIER, HORS D'ALLEMAGNE !
 A BAS SCHMIDT ET HONECKER, CHEFS DE FILE DES DEUX BOURGEOISIES EN
 ALLEMAGNE, FOURRIERS ET AGENTS DU FASCISME ET DU SOCIAL-FASCISME,
 LARBINS DES DEUX SUPER-PUISSANCES !
 A BAS L'AXE ANTI-PEUPLES SCHMIDT-GISCARD-CALLAGHAN !
 LIBÉRATION IMMÉDIATE DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES EN ALLEMAGNE
 ET EN FRANCE !
 EMPECHONS TOUTES LES EXTRADITIONS !
 UN RÉVOLUTIONNAIRE EST PARTOUT CHEZ LUI !

Abonnement et correspondance

B.P. 278 - 75827 Paris Cédex 17

C.C.P. 3458161 L - La Source

LE MARXISTE-LÉNINISTE

Direct. Pub. P. Gonin

Dépôt légal : 3/77

Imp. Spec. Potemkine

Diffusion N.M.P.P.

Commission Paritaire n. 56220

PRIX DE L'ABONNEMENT

(incluant l'envoi sous pli fermé du
 «Marxiste-Léniniste» et de toutes les
 brochures de l'UCFML publiées aux
 Éditions Potemkine)

60 Francs

ABONNEMENT DE SOUTIEN :

100 Francs et plus

FOS ET SA REGION :

Les mêmes ouvriers font trois grèves

En publiant ce récit, le comité de rédaction a conscience de s'exposer aux critiques déjà formulées à propos de l'article sur la grève des travailleurs du nettoyage du métro (ML numéro 18/19) Ces critiques ont trouvé leur forme concentrée dans la lettre d'un camarade dirigeant (ML numéro 20/21) Elles reviennent à dire que la PRATIQUE, dans le mouvement de masse, de notre politique organisationnelle (noyaux et CPACs) ne ressort pas clairement .

Cependant, la force de la situation de classe évoquée, la vie politique qui anime le texte, la violence de l'affrontement des deux voies: maoïsme ou social-fascisme, sont des arguments de poids. Nous demandons toutefois à nos camarades quels ont été les effets de leur intervention, quelle est, en termes des forces ORGANISÉES la situation aujourd'hui.

Il y aura là matière à un autre article.

La révolte - Ses raisons - La première assemblée générale démocratique et spontanée. L'organisation de la grève.

Le Jeudi 15 Septembre, il est 20h30 lorsque, devant le foyer SONACOTRA de Croix-Sainte à Martigues, les ouvriers de l'entreprise SOTRASI-SOLOPREMO se regroupent, comme chaque jour, pour attendre le bus de ramassage. C'est le poste III: le poste de nuit. Les débats sont cependant plus animés que d'habitude. De quoi s'agit-il ?

Un ouvrier explique sa colère: dans la journée, il est allé à «l'agence» pour demander un acompte. Non seulement on le lui a refusé, mais en plus, le patron l'a insulté. Voilà l'étincelle qui va mettre le feu aux poudres. La grève est décidée: on n'ira pas travailler ce soir; on attend le poste II, ceux de l'après-midi. Vers 21h30, l'équipe arrive. A la descente du bus, on met tout le monde au courant; à l'unanimité et avec enthousiasme, la grève est approuvée. Sur le parvis du foyer, ce sont de longs débats... une véritable assemblée générale qui commence. Un moment après, le patron arrive, hautain, agressif, méprisant: «Comment? Vous osez ne pas venir travailler!» «Tu ne m'as pas donné mon acompte», lui lance l'ouvrier. «Qui tu es toi, pour oser me parler sur ce ton», répond le patron, «tu veux un acompte, et bien je te donne ton compte! Tu n'es plus de SOTRASI». Sa bave réactionnaire, le patron va la ravalier en vitesse. Ce soir là, il comprendra qu'avec la classe ouvrière, il y a des limites à ne pas franchir: l'ouvrier excédé par une telle provocation, entre dans une colère de classe d'une force inouïe: il s'élançait en direction du patron, se jette sur lui, l'empoigne; sa volonté: le tuer. Les masses empêcheront ça, mais sans trahir d'un pouce la force de classe de la révolte. Le patron est jeté violemment: fout le camp lui disent les ouvriers. Il ne sera pas nécessaire de lui répéter deux fois !

Immédiatement, une assemblée générale se tient au foyer. Démocratiquement, le programme est élaboré, à la criée pourrait-on dire: 12 F de l'heure pour tout le monde, lance un ouvrier! A bas l'ordinateur voleur, crie un autre, on en veut plus! Qui me paye les kilos de savon que j'utilise pour arriver à peine à me décrasser après le travail interroge un vieil Algérien? Et les 6 litres de lait que je bois chaque jour pour ne pas crever à cause de toute la poussière que j'avale surenchérit une grosse voix couvrant les autres !

Les militants maoïstes qui se trouvaient ce soir-là au foyer où ils y font de la propagande, sont pris à témoin: regardes mes pieds brûlés dit un ouvrier, je travaille au haut-fourneau à côté de l'acier en fusion et jamais on ne m'a donné de chaussures en amiante! 40 F de déplacement par jour lance un jeune ouvrier! Et moi je travaille à 30 mètres de haut, sans ceinture de sécurité explique un autre! «Paye sur le chantier» retentit au fond de la salle et fait l'unanimité ...

SOTRASI-SOLOPREMO est une entreprise sous-traitante travaillant presque exclusivement sur le site de SOLMER. Les travaux

les plus pénibles, les plus sales, les plus dangereux lui sont affectés. Un petit bureau à Fos entre 4 murs, voilà toute la taille de cette entreprise qui cependant exploite 200 ouvriers? ? Ce «tour de magie» du système capitaliste n'est désormais plus un mystère pour personne, c'est le système bien connu de l'intérim. En plus, Mr SOTRASI, pour faire le maximum de profit, divise son entreprise en deux parties: SOTRASI qui est de la location de personnel à SOLMER pour une longue durée. Tu es donc embauché définitivement chez SOTRASI tout en étant ni plus ni moins qu'un intérimaire à SOLMER, et SOLOPREMO qui est elle-même la branche intérimaire de SOTRASI. Ce qui permet au patron de faire varier son personnel en fonction des carnets de commande de SOLMER. SOLOPREMO, c'est du super-intérim, certains contrats ne sont parfois que d'une journée. Enfin, Mr Sotراسي, qui est le spécialiste de la division de la classe ouvrière, n'embauche que des immigrés. En disant tout ça, on a qu'un faible aperçu de l'exploitation féroce qui règne chez SOTRASI.

Les postes, les 3/8 en 4 équipes pour 2000 F par mois (y compris dimanches, nuits et heures supplémentaires). Pour avoir un acompte, ou bien ta paye, ou bien un papier administratif, il faut attendre au bureau 1, 2, 3, 4 heures ou plus, en tout cas toujours plus qu'à la sécurité sociale dira un ouvrier. «L'ordinateur voleur» c'est les heures en moins sur la fiche de paye, quand ce n'est pas les jours ou mêmes les semaines! Les insultes, les brimades, c'est le pain quotidien.

Si encore, il n'y avait que ça ! Un ouvrier raconte : « pour avoir ta paye, il faut d'abord signer, ensuite le patron garde la papier signé et te donne l'enveloppe fermée ... tu l'ouvres et parfois elle est vide. Partout les intérimaires sont foutus à la porte sans préavis, ici, c'est sans ton compte. Tu imagines un mois sans paye ? Et si tu te révoltes, le patron marquois te dit : Fous le camp ! Je ne te connais pas, je ne t'ai jamais vu, tu n'as jamais travaillé pour moi, et de toutes façons, pas la peine d'aller voir les flics, puisque tu as signé». On comprend alors pourquoi des ouvriers sont excédés au point de vouloir tuer cette creuvre de SOTRASI ! Dans la nuit, le programme sera spécifié, précisé et rédigé en double exemplaire sur papier libre :

- 12 Francs de l'heure,
- 40 Francs de déplacement,
- dimanches et jours fériés payés à 100 %,
- prime de chaleur, de salissure, de poussière,
- un vestiaire pour les ouvriers,
- nuits payées à 50 %,
- plus de vol d'heures,
- plus d'attente au bureau, paye sur le chantier.

Des piquets sont mis en place pour intercepter les bus sur la route et vérifier s'ils sont vides. Des équipes sont faites pour aller dans les autres foyers mettre au courant les autres ouvriers de SOTRASI de la grève (80 % habitent au foyer Croix Sainte, les autres sont dispersés dans deux autres foyers). Comme il n'y a pas de voiture, une collecte est faite pour prendre un taxi. Les ouvriers attendront, durant toute la nuit, après lui avoir téléphoné, que le patron

vienne signer ; à trois heures du matin, il viendra lire la feuille de revendications, et repartira aussitôt en disant : « Vous êtes fous, c'est pas possible ». Puis il lancera : « Venez demain matin à 9 heures à mon bureau, on négociera ! ». Ce à quoi les ouvriers lui répondront : « Tu nous as bien vus ! On est 200, tu es tout seul, tu crois pas qu'on va venir jusqu'à ton bureau. S'il doit y avoir des négociations, elles se passeront ici, devant tous les ouvriers ! ». Voilà les idées fortes au début de la grève. Les deux feuilles de revendications contenant le programme se terminaient par : « pour le droit des ouvriers, signature de M.SOTRASI », suivi de deux points et d'un blanc ; à côté la signature des délégués.

Qui sont donc les délégués apparus dans la nuit ?

Ce qu'il faut savoir, c'est que la plupart des ouvriers en grève étaient en grève depuis deux mois : grève de l'augmentation des loyers au foyer Croix-Sainte de Martigues. Un ouvrier à qui on dira : « Quelle audace de mener deux grèves à la fois ! » répondra : « Qu'est-ce que tu veux, quand c'est la misère, c'est la misère. Pour nous, c'est la misère à l'usine, c'est la misère au foyer. Alors, c'est la lutte ! C'est normal, non ? ». Mener deux grèves à la fois, voilà l'audace révolutionnaire de la classe ouvrière internationale de France. Dans les foyers Sonacotra de la région, règne une certaine agitation depuis quelques temps. La révolte est grande contre les loyers abusifs, les impôts locaux de la municipalité PCF, ce qui est illégal, les gérants racistes et provocateurs, le délabrement des foyers : WC et douches défectueux, ascenseurs en panne etc... La propagande des maoïstes sur la lutte des foyers Sonacotra de Paris, le tract anti-syndicaliste du Comité de Coordination, tout cela est venu renforcer cette agitation. Des AG sont tenues. L'organisation de la grève est en débat, mais il y a encore de larges hésitations, une grande confusion aussi, les résidents étant confrontés ici à la question des comités de résidents fantoches, constitués le plus souvent à l'initiative même du gérant, et rarement des syndicats, le gérant appelant directement à élire un comité de résidents sur la base d'un délégué par étage, le plus souvent un fayot ou un homme de main du gérant. Les élections se déroulent dans le secret le plus absolu, les délégués sont élus par eux-mêmes et les ouvriers ne connaissent même pas les délégués. Le comité de résidents fait tout pour que la question de la grève des loyers soit définitivement enterrée et, nouveau syndicat dans le foyer, il se borne aux questions de l'heure d'ouverture et de fermeture du bar du foyer, de l'état de marche de la TV et de l'animation. A Croix-Sainte, les messieurs du comité de résidents fantoche sont cependant très connus car ils sont très actifs pour réprimer le mouvement de révolte.

D'ailleurs, partout où monte le mouvement de révolte contre les loyers, les comités de résidents fantoches s'affirment de plus en plus comme une nouvelle police dans le foyer. A Croix-Sainte, tout a commencé depuis le passage cet été d'un ouvrier se disant membre du comité de coordination des foyers SONACOTRA en grève de Paris et qui a mené une agitation et une explication importante. Cela correspondait à un moment où la SONACOTRA décide une augmentation des loyers de 6%. Un noyau décide de ne pas payer l'augmentation. Affolée, la SONACOTRA délègue un de ses responsables nationaux pour jeter de l'eau sur le feu.

Démagogie oblige, le fibre de la SONACOTRA s'écrie : « vous avez raison, la vie est chère, le loyer aussi, il ne faut pas se mettre en grève pour autant, on peut s'arranger. Que ceux qui ne peuvent pas payer en début de mois payent au milieu ou à la fin du mois. Si vous ne pouvez pas payer l'augmentation, ne la payez pas : mais attention, c'est illégal ! » Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Depuis deux mois, personne ne paye son augmentation de loyer.

Un petit noyau constitué d'ouvriers portugais en déplacement a décidé de la grève totale, ce qui a relancé le débat dans tous les foyers de la région.

Précipitamment, le gérant a donc mis en place un comité de résidents fantoche. Ce comité, haï par les masses, ce sont des truands, des maquereaux, disent les ouvriers ; ils sont employés au bar et vivent de trafics obscurs, l'un d'eux est chef à SOTRASI. Ce sont des maquignons, dira un ouvrier d'un ton méprisant pour résumer la situation.

Cependant l'un d'eux, qu'on appelle « le chef » joui d'une popularité certaine. Il s'oppose violemment à l'ensemble du comité tout en y étant. La première nuit, c'est lui qui dirigera et organisera la grève. Il sera à l'initiative pour jeter le patron, systématisera le programme, rédigera les feuilles de revendications. C'est lui qui impulsera le comité de grève ; les 4 délégués seront désignés par lui et non pas élus comme nous l'avons cru un moment.

Cependant, pour les masses, le comité de grève sera l'instance de direction du mouvement, instance nouvelle jugée dans son antagonisme par rapport à l'ancienne, le comité de résidents. Voilà pour quoi le comité de grève, même s'il n'est pas élu, jouira d'une confiance inébranlable auprès des masses.

Vendredi-samedi-dimanche: les premiers jours de grève. Force de classe de la grève - inactivité et idéalisme quand à la victoire de la grève. Agitation propagande et politique maoïste.

- Le patron vient au foyer deux ou trois fois par jour et même la nuit, il est accompagné par les flics. Il a changé de ton : « reprenez le travail », supplie-t-il, « car je cours à la faillite ». Il est blanc, malade. Un matin même il en pleurera, ce qui fera tordre de rire les grévistes.

- Le chauffeur du bus qui vient à chaque poste stationner devant le foyer et tente de prendre à part chaque gars pour lui faire des propositions de reprise dans des modalités plus avantageuses fixées par le patron repart toujours bredouille. C'est l'émissaire du patron, celui-là - dira un ouvrier. Un jour l'émissaire sera reçu par des éclats de verre. Oh ! une simple bouteille lancée par une fenêtre du foyer, suivie d'une voix grave pourfendant la nuit : « Oh ! quand c'est la grève, c'est la grève ; compris ? ! »

Pendant ces quelques jours, ce qui va dominer, c'est d'abord une grande inactivité ; les gars dorment beaucoup, ils tentent de récupérer les mois, voire les années de travail inhumain, les heures de sommeil en retard à cause des 3/8. Mais, c'est la fête aussi, on joue aux cartes, on rigole, pour une fois qu'on peut vivre un peu, on profite du temps libre pour faire des courses, aller voir les copains, la famille à Marseille, etc ...

Aucune initiative du comité de grève. Les piquets ne se font plus, personne n'en voit l'utilité, puisque la grève est suivie à 100%.

Il faut signaler que l'idée force au départ, c'est : « Le patron va céder dans les 24 ou 48 heures, c'est obligé, il a le couteau sous la gorge. Certains services de Solmer sont bloqués par notre absence, en plus SOLMER va taper sur les doigts de SOTRASI ce qui va l'obliger à céder ». Ce point de vue massif charpentera l'attentisme de masse, la non-prise en main de l'organisation de la grève (collectes, propagande, piquets suivis, etc ...).

L'intervention des maoïstes, c'est dans un premier temps de populariser la grève vers l'extérieur par un tract qui reprendra le contenu de la grève, son programme, affirmera son soutien à la révolte et fera propagande sur les mots d'ordre programmatiques : Embauche des intérimaires. Français-Immigrés égalité de tous les droits y compris politiques. Le tract aura un large écho à SOLMER et une véritable sympathie chez les intérimaires, français et immigrés, des autres boîtes. A l'intérieur de la grève, l'intervention des maoïstes, c'est de soutenir tous les justes points de vue de classe. D'abord soutien au programme, qui pour nous est un programme clairement anti-capitaliste. Nous retournons au foyer avec grandes affiches et feutres, les ouvriers se regroupent et inscrivent à nouveau le programme sur une affiche qui aussitôt est placardée dans le hall du foyer. Ainsi, personne ne peut oublier les raisons de la révolte, le drapeau de la lutte, ni trahir un point du programme. C'est surtout la volonté d'empêcher toute prise syndicaliste sur la grève : le programme est si clairement anti-capitaliste pensions-nous, qu'il n'est pas négociable par les syndicats. C'est aussi le soutien à tous les justes points de vue de classe sur l'organisation de la grève :

- le patron doit venir négocier devant tout le monde : point de vue de masse.

- il faut élargir la grève aux autres entreprises intérimaires, faire des collectes, des piquets à Solmer, etc... (point de vue archi-minoritaire que nous soutiendrons fermement).

Nous établissons des rapports avec le comité de grève. Nous développons dans le foyer une propagande intense sur toute notre ligne politique : anti-syndicalisme, parti, programme, CPACs. Noyaux. Nous intervenons sous la forme de débats dans le foyer, dans les cuisines, les chambres, le hall d'entrée, etc ...

L'unité divisée de la grève: l'unité c'est la confiance dans la direction. La division: voie de droite - voie ultra-gauche !

Les jours passent, cependant, le patron ne cède pas. Dès le dimanche soir, l'enthousiasme général va se scinder en deux. On est en train de se faire avoir demeure le sentiment général. le que faire ouvre la division en deux :

- la première position de droite est de dire : dès Lundi, il faut aller chercher le syndicat, lui il sait négocier, il sait s'occuper des luttes, il règlera l'affaire avec le patron. Plus de la moitié des ouvriers rallient ce point de vue. Nous avons déjà repéré dès le début, lors de notre propagande anti-syndicaliste un non-syndicalisme de masse : volonté d'autonomie du mouvement, direction propre, mais un anti-syndicalisme très minoritaire et cependant très fort.

- la deuxième position est ultra-gauche, elle organise le faible noyau anti-syndicaliste et l'autre moitié des ouvriers. Elle consiste à dire : « On s'en fout, même si on perd la grève, on va se faire embaucher ailleurs mais en attendant, SOTRASI en crèvera, il fera faillite ».

Le départ des immigrés ne réduirait pas le chômage

Le 19 février 1976, M. Chirac, alors Premier ministre, déclarait : « Il ne devrait pas y avoir de problème de chômage en France puisqu'il y a un million de chômeurs et un million huit cent mille travailleurs immigrés ». Rarement déclaration d'un si haut personnage n'a allié tel cynisme à telle démagogie !

• **Cynisme** : M. Chirac envisageait donc froidement à l'époque, l'expulsion de tous les travailleurs immigrés !

• **Démagogie** : Il n'est pas besoin d'être Premier ministre pour comprendre que tous les emplois ne sont pas interchangeables : à qui fera-t-on croire que le technicien de l'aéronau-

tique en chômage est prêt à s'engager comme manœuvre sur un chantier et que les 800 000 femmes actuellement sans emploi iront remplacer dans les mines ou la sidérurgie les immigrés expulsés ?

Un rapport très officiel résumant l'an dernier les travaux d'une mission interministérielle estimait que le départ de 150 000 travailleurs immigrés risquait de produire un chômage technique supplémentaire dans l'automobile et le bâtiment, qu'il se traduirait par un déficit extérieur supplémentaire de 4 milliards de francs et qu'en tout état de cause il ne libérerait pas plus de 13 000 emplois pour les travailleurs français.



Ce texte, et l'affreux dessin de l'ex-libertaire Wolinski, concentre l'ignominie chauvine du PCF et de la CGT. La pensée de ces messieurs est claire :

1. Pas un homme « blanc », pas une dame qui se respecte, ne feraient les travaux ignobles que font pour nous ces braves immigrés.
2. D'ailleurs, l'impérialisme français a besoin, pour sa santé, de la plus-value extorquée aux esclaves du bâtiment et de l'automobile. Ils nous rapportent 4 milliards, les immigrés : on sait compter, à la CGT.

- CGT, IMPÉRIALISTE ET CHAUVINE, ON TE PREND LA MAIN DANS LE SAC !

- JETONS DEHORS LES FAUX - AMIS RACISTES !

Ces deux positions se reflètent par deux camps au sein du comité de grève. Deux délégués, le « chef » plus un autre sont pour la venue des syndicats. L'autre camp est composé d'un ouvrier qui dit : « On se débrouille tous seuls et on accepte le soutien d'où qu'il vienne : syndicats ou maoïstes ». L'autre camarade se dit anti-syndicaliste : le comité est divisé en deux.

Les pratiques du comité à notre égard vont se scinder aussi en deux : « Quittez le foyer, vous n'avez pas à faire de l'anti-syndicalisme, la grève c'est notre affaire, pas la votre ». Les autres camarades restent en bons termes avec nous. Nous répondrons à ces pratiques par une lettre adressée aux délégués définissant notre politique au regard de la direction de la grève et affirmant notre volonté de ne pas abandonner notre propagande anti-syndicaliste.

Cependant, si toutes nos interventions politiques sont bien reçues dans leur ensemble, quand à l'aspect général de la ligne, dès que nous abordons les questions tactiques de la grève (piquets, collectes, etc...) lorsqu'on soutiendra le point de vue de classe là-dessus, qu'on proposera d'organiser ça, les masses feront le black-out total - silence - et nous renvoient au délégué sous le mode : « bien sûr ce que vous dites est juste, mais il faut aller voir les délégués : c'est eux qui décident de tout, ce sont nos délégués, nous leur faisons confiance ».

Et ce quels que soient les courants de masse à qui nous ayons à faire : de droite ou ultra-gauche. Dès que nous abordons la question de l'anti-syndicalisme, là aussi on nous écoute sur le fond, mais dès qu'il s'agit d'en mesurer les conséquences politiques immédiates : aller chercher le syndicat ou non : il y a le black-out.

Adhésion de masse à la CGT.

Dans le comité de grève, c'est la voie de droite : allons chercher le syndicat qui l'emporte. Le comité de grève convoque à une assemblée générale. La CGT est là. Discours du comité : pour gagner la grève il faut l'aide de la CGT. Pour avoir l'aide de la CGT il faut prendre la carte. Pour prendre la carte, c'est 45F par personne. Si vous prenez beaucoup de cartes, demain la CGT ira négocier avec le patron et on gagnera. Comme il y a des hésitations, les délégués, tous, y compris ceux qui à un moment étaient contre la venue du syndicat, ou anti-syndicalistes, pour donner l'exemple aux masses prennent leur carte, suivis bientôt par quelques ouvriers. Pour vendre ses cartes, la CGT vendrait sa mère : écoutez bien ça : comme dans les masses il y a un septicisme général à prendre la carte un ouvrier interpelle : « Oh, mais à quoi ça va nous servir la carte, c'est pas avec ça qu'on aura nos revendications » Réponse CGT : « Bien sûr que si Kamarade, avec la carte CGT, tu auras toutes tes revendications et même à l'usine tu auras tous LES droits » « Par exemple si tu arrives en retard, Kamarade, comme tous les gardiens sont à la CGT (on savait qu'il y avait des chiens dans le syndicat, on sait qu'ils sont des chiens de garde, maintenant !) tu montres ta carte et tes heures de retard ne sont pas pointées (vraiment la CGT, c'est déjà les nouveaux patrons dans l'usine ! inventant mille et une salades). Poussant les gars un par un, argent de mille et une salades, la CGT finit par vendre ses cartes à 150 exemplaires ; un camarade sortira éccœuré en disant : « Ma parole, ils sont fous, ils prennent le syndicat pour le bon dieu maintenant ! »

Le soir, les maoïstes apprennent ça ; ils critiquent sévèrement les ouvriers pour le manque de confiance qu'ils ont eu en eux-mêmes. A partir de ce moment, nous coupons tous contacts avec les délégués. Face à notre critique, il y a une sorte d'hébètement dans les masses, le sentiment de s'être fait avoir comme des bleus. Et immédiatement, cela ouvre le terrain à la gauche. Se dessine d'abord un anti-syndicalisme de bon sens : les 50 et plus qui ont refusé la carte et avec qui, ni la CGT, ni le comité de grève n'ont osé insister. -Pourquoi j'avais lui donner de l'argent à la CGT ? Qui c'est celle-là, d'où elle sort ? -C'est pas ma famille la CGT, pourquoi je lui donnerais de l'argent à celle-là ? Puis avec ironie : « Je ne me rappelle pas avoir été au restaurant avec elle la CGT, alors pourquoi elle veut que je lui rembourse 45F ? On fait la grève pour l'augmentation, on ne va pas donner notre argent à la CGT, on est pas fou ! » Puis des points de vue anti-syndicalistes affirmés : les syndicats, c'est des salauds, ils ont volé les ouvriers. Un gars dira : « Tu te rends compte, ils ont pris 700 mille francs dans la poche des ouvriers, ça, c'est un bon coup de main à Monsieur Sotras pour faire mourir la grève : 7000 ! Oh ! mais tu te rends compte ? » insistera-t-il révolté et éccœuré par les délégués. « Un usurpateur, un salaud voilà ce qu'il est le chef » dira un autre gars. Juste point de vue, effectivement, le soir même, les délégués qui avaient dû recevoir leur pourcentage étaient ronds comme des barriques. Quand on trahit sa classe, plutôt que d'affronter le regard des copains, on se saoule la gueule, c'est bien connu ! Le chef est une ordure, c'est ce point de vue qui, de minoritaire, va se développer de plus en plus pour devenir un point de vue de masse à la fin de la grève. Quant aux masses, ce soir-là, elles gardent un grand espoir dans la victoire des négociations tant promises par le syndicat, et qu'elles considèrent comme un dû, puisqu'elles l'ont déjà achetée (7000) et qu'elles ont en poche le bon de garantie : la carte CGT. Le syndicat même s'il est un organe extérieur aux masses, vécu comme un service administratif, reste encore un grand espoir dans les masses qui sont encore hésitantes quant à porter un jugement définitif sur « le chef » et ses acolytes. Les masses attendent les négociations. La CGT a cependant déjà enterré une chose : la négociation devant les masses. Voilà aussi pourquoi la réponse anti-syndicaliste des maoïstes va être particulière et en dehors du champ particulier de la grève.

Un rafraîchissement de mémoire anti-syndicaliste !

En lisant le tract en arabe des maoïstes, pour sûr que le délégué anti-syndicaliste au départ, qui a vendu ses camarades par la suite, a du être malade. Un an avant, il dirigeait une révolte de masse anti-syndicaliste et anti-révissionniste. 400 travailleurs immigrés étaient évacués d'un foyer SONACOTRA pour faire place à des CRS. La municipalité révissionniste et la CGT avaient tout fait pour que l'expulsion se passe bien : « Kamarades, grande victoire, j'ai vu le préfet, il vous accorde des bus gratuits pour quitter le foyer », alors que la volonté des masses était de rester dans le foyer et de s'opposer à toute expulsion.

Les révisionnistes essuieront ce jour-là une attaque en règle des masses: coups et insultes, tous, y compris le maire P«C»F de Port St Louis, Porelli, se font jeter du foyer, manu militari. Un camarade, organisé dans un processus de type noyau, avait rédigé un bilan politique anti-révisionniste et anti-syndicaliste en arabe. Ce bilan n'avait jamais été diffusé. Un an plus tard, ce texte que l'on jugeait «mort» allait être d'une actualité et d'un tranchant de classe incomparable. En effet, au foyer Croix-Sainte, il y a beaucoup d'ouvriers qui habitaient avant à la Courbedonne (autre foyer évacué) et qui pour certains ont été les acteurs de la révolte de masse anti-révisionniste.

C'est à eux qu'il fallait donner la parole. D'autant plus que SOTRASI et la SONACOTRA trempaient déjà dans cette affaire. La Sonacotra pour le foyer, bien sûr, et SOTRASI parce que lui aussi avait donné un coup de main à l'expulsion en disant aux ouvriers: «changez de foyer, vous serez mieux», menaçant de ne plus faire de ramassage à la Courbedonne, et au départ, c'est lui qui avait regroupé les ouvriers à Croix-Sainte. Pourquoi? Pour son ramassage ou pour un pot-de-vin, allez savoir! En tous cas, tous les acteurs restaient les mêmes, un an après. D'ailleurs, le premier jour de grève, SOTRASI avait osé dire: «Comment! Vous faites grève alors que je vous ai trouvé un bon foyer, mieux que la Courbedonne. Vous êtes des ingrats».

Le bilan mettait en avant: les syndicats sont de nouveaux bourgeois; et il le démontrait. Ce bilan a donc été une bombe à retardement. Dans une joie manifeste, le lendemain un ouvrier anti-syndicaliste dira: «Qu'est-ce qu'ils s'en sont pris dans la gueule, les syndicats». Voilà quelle fut la riposte politique des maoïstes à l'adhésion de masse au syndicat.

Échec des négociations - et briseurs de grève !

Piètres journées que les jours qui suivent. D'abord, la nouvelle qu'à l'usine le travail est fait depuis deux jours par d'autres entreprises. Solmer a embauché des intérimaires: Bis, Ecco, Manpower... certaines sont venues de... Paris, comme l'entreprise SOPONET. Les gars, pour la plupart, sont des chômeurs venus d'ailleurs contents d'avoir trouvé enfin un travail, ne sachant même pas qu'ils sont embauchés comme jaunes, comme briseurs de grève! Vraiment, chez les intérimaires, c'est la division absolue! On a raison de vouloir abattre ce système pourri.

Ensuite, le face-à-face délégués-ouvriers.

Pendant plusieurs jours c'est le même manège, tous les matins devant le foyer, une masse d'ouvriers regroupés silencieux, le visage grave: en face sur l'autre trottoir, les délégués et le pont social-fasciste tergiversant pour savoir qui ce matin va aller négocier.

Trois jours de suite, le syndicat et ses nouveaux adeptes du comité de grève, qui d'ailleurs sombrent chaque jour en beuveries toujours plus réactionnaires, vont aller s'asseoir à la table du patron. Et chaque matin, les ouvriers attendent la réponse qui est toujours la même: RIEN.

L'espoir dans le syndicat qui était né, s'envole comme un rêve chimérique. Il faut affronter la matérialité de la réalité politique des syndicats: des organisations contre-révolutionnaires. SOTRASI ne cède pas et ne cédera pas, et pour cause; après un moment de panique, il reprend ses contrats avec SOLMER, passe dans tous les foyers de la région et à l'ANPE pour embaucher. Quand à ses ex-employés, il renouvelle de plus en plus les offres pour reprendre le travail en proposant à certains gars de les augmenter un peu et de les reloger dans un autre foyer. En effet, même si les piquets ne se font plus, personne n'ose s'aventurer à remonter dans le bus. Quand à la masse des ouvriers, le patron sait qu'elle ne reviendra plus travailler, alors pas besoin de licencier ou quoi que ce soit «d'administratif», d'ailleurs si cela était nécessaire, l'inspection du travail fermerait certainement les yeux, SOLMER, ici, a le bras long.

Après la désillusion due aux résultats des négociations, c'est la voie ultra-gauche qui va l'emporter. Cependant les ouvriers voyant bien l'inefficacité de leur position (grève pour faire crever SOTRASI) ne retourneront pas travailler pour autant: c'est la fierté de classe ils iront s'embaucher ailleurs.

Tract syndicaliste - Assemblée générale maoïste - Front uni contre-révolutionnaire - Volonté de masse d'imposer le droit à la politique.

La CGT diffuse massivement un tract à SOLMER où elle se fait de la publicité, expliquant qu'à SOTRASI, les ouvriers ont adhéré massivement à la CGT.

Ce qu'il faut noter dans ce tract, mis à part son mépris sur les travailleurs immigrés: «main d'œuvre malléable et corvéable à souhait», «pauvres immigrés ne sachant pas se défendre», c'est qu'il reprend TOUS les points du programme initial. Mais cependant le

programme est précédé de 2 points: 1) droit syndical; 2) Élection de délégués du personnel.

Après le tract du bilan de la Courbedonne, les maoïstes renforcent l'offensive politique. Une assemblée générale est appelée par affiches, par débat dans toutes les cuisines pendant une journée. Thème de l'Assemblée Générale: l'anti-syndicalisme, le prolétariat international de France, la politique maoïste, les noyaux communistes et les comités populaires anti-capitalistes et le renouvellement des propositions toujours faites: collectes, piquets à Solmer, popularisation, etc...

La CGT, folle de rage, est arrivée sur les lieux bien avant nous et a commencé l'assemblée générale. Discours démagogiques, saloperies social-fascistes sur le dos des maoïstes. Il y a du monde, beaucoup de monde et pas seulement des gars de SOTRASI. En effet, nous sommes les seuls à avoir maintenu un des aspects positifs de la grève «dans le foyer»: éviter toute coupure entre grévistes et gens travaillant ailleurs, faire vivre l'unicité de la politique, faire vivre l'unité de classe.

Parmi les ouvriers, les camps sont tranchés. Il y a le front uni réactionnaire: le gérant, ses hommes de main, le comité fantoche des résidents, le comité de grève, la CGT, une poignée d'irréductibles encartés à la CGT, qui, malgré leur adhésion récente, ont l'air de priser fortement les méthodes sociales-fascistes. Les masses sont venues dans une volonté de débattre de la politique en général, de la grève en particulier.

Après la première assemblée générale et celle de la prise des cartes, c'est la première assemblée générale pouvant ouvrir le débat sur la grève et le premier bilan.

La bourgeoisie le sait. Pendant plus d'une demi-heure nos camarades vont résister aux attaques les plus diverses: bousculades, insulte, chantage, empêchant toute prise de parole... Le gérant ira même jusqu'à couper l'électricité du foyer. La CGT fait des chorales de «hou-hou-hou» à chaque prise de parole.

Obstinés, nos camarades tiendront le terrain, privilégiant les discussions individuelles. Des journaux, des brochures seront vendus, des contacts pris au cœur de la bousculade, dans la panique politique et la confusion la plus totale.

Ça, la CGT ne peut pas le tolérer. Les maoïstes gagnant du terrain, leur politique aussi. Un ouvrier portugais dira ouvertement: «moi je veux que l'assemblée générale se tienne, pour écouter, pour comprendre». A ce moment la CGT et tous les bourgeois vont montrer leur vrai visage: les camarades sont pris à parti violemment. Un ouvrier se révolte contre ces méthodes fascistes, fou de rage, voulant imposer le droit à la politique, il s'attaque verbalement aux révisionnistes. Ceux-ci se montrent très menaçants. Il ne cédera pas dans sa détermination, dégainant sa ceinture, il tiendra tête tout seul au commando social-fasciste.

Se tournant vers les délégués, le comité fantoche de résidents et la CGT, le gérant dira: «Messieurs, que dois-je faire?» Appeler les flics fit l'unanimité.

Les camarades appellent alors à la dispersion et quittent le foyer.

Ce soir-là, toutes les bourgeoisies se sont serrées les coudes contre la politique révolutionnaire. Ah, vous allez dire SOTRASI n'y était pas. Eh bien, détrompez-vous, on apprendra plus tard qu'il ralliera ce front uni bourgeois en s'exclamant: «je ne pourrai pas tolérer plus longtemps la présence des maoïstes dans ce foyer».

Cependant, une demi-heure après la dispersion de l'assemblée générale, alors que tous les bourgeois du front uni sont au lit, sauf le gérant qui attrapera une jaunisse et partira en rasant les murs, les maoïstes investissent à nouveau le foyer: il faut tirer un bilan à chaud. Entre temps, les maoïstes avaient contrôlé l'identité d'un flic des renseignements généraux qui rôdait un peu trop près du foyer depuis quelques jours. C'est ce soir là que les choses se sont tranchées politiquement, la politique syndicaliste en a pris un large coup dans l'aile.

- POUR LES MASSES: même s'il n'y a pas une connaissance claire de notre politique, une chose est certaine: les deux politiques à l'œuvre au sein du mouvement sont antagoniques. Les délégués du comité de grève n'ont plus trop de crédibilité, ils sont assimilés au syndicat et méprisés. Nous avons une large sympathie de masse.

- POUR L'AVANT-GARDE OUVRIÈRE: un ouvrier dira: «Ce que j'ai compris ce soir, c'est que la grève est foutue, et que si on veut gagner la prochaine, il faut la faire avec la politique maoïste et pas avec la politique des syndicats». Un autre gars dira: «Après votre départ tout à l'heure, la CGT a repris la parole et a dit: il faut pas écouter, les maoïstes, parce qu'ils veulent que la grève continue». Et dans une bonne logique il conclut: «Pour moi cela veut dire: nous la CGT on veut pas que la grève continue, et ça tous les ouvriers l'ont entendu comme moi!».

Quelques jours après, alors que la grève s'est éfilochée, SOTRASI a rembauché beaucoup de monde et tous les grévistes sont, soient employés par d'autres entreprises, soient au chômage par fierté de classe. La plupart refuseront de retourner chez SOTRASI. Un camarade rencontrera un ouvrier: «tu vois», lui dira-t-il «je travaille toujours à SOLMER, je suis dans la même équipe, au même poste, j'ai toujours le même salaire de misère, il me manque toujours les mêmes droits, mais...» dans un sourire ironique sur les tours de passe-passe du système capitaliste, de poursuivre: «...mon patron, c'est plus SOTRASI... c'est BIS!» Puis, grave, de conclure: «Tu vois, tout ça, c'est la faute au syndicat!».

Provocations et prolongements inattendus:

Au foyer la répression et les provocations vont se multiplier pour empêcher la politique maoïste de se développer: un soir par exemple, comme par hasard, deux camarades vont se trouver coincés au milieu d'une bagarre. Qui sont les deux protagonistes, dont l'un est armé d'une hache (pas moins) et l'autre d'un couteau? C'est le «chef» et un de ses acolytes, curieux hasard! Un autre soir, une militante sera coincée par le gérant et menacée d'avoir «son compte» et de se faire violer. Un quart d'heure après, le gérant est averti par téléphone qu'une plainte va être déposée contre lui pour menaces de mort et tentative d'homicide volontaire si il ne se tient pas tranquille. Il répondra qu'il se fout de la justice, on lui dira que nous aussi... depuis, on ne le voit plus, il fait la carpe...

La grève agonisante n'a pas encore rendu son dernier souffle qu'une nouvelle enthousiasmante a envahi tous les foyers de la région. SOMAFER est en grève et sur le même programme que SOTRASI. SOMAFER, c'est le frère jumeau de SOTRASI: entreprise sous-traitante avec une branche interne d'intérim, salaires de misère selon les services, contrats courts ou longs selon que tu es intérimaire ou pas, mêmes conditions de travail, etc... Le programme, similaire à celui de la SOTRASI a été imposé par les ouvriers. La direction de la grève, c'est la CFDT qui veut rendre la monnaie de sa pièce à la CGT. Fait nouveau: la grève se fait avec occupation ce qui est rare pour des sous-traitants ou des intérimaires. La bourgeoisie va tenter un coup de force: un chef va tenter de faire déguerpir les grévistes, armé d'un pistolet. Il sera désarmé tout de suite. Après seulement quelques jours de grève, SOMAFER cède: tout le programme est accordé aux ouvriers fixes. Les intérimaires sont tous licenciés. Sur le bilan, il y aura deux points de vue: celui de la bourgeoisie syndicaliste: - c'est une grande victoire - autrement dit, chacun pour soi, le syndicat pour tous et au diable les intérimaires; celui d'un ouvrier maoïste: c'est une sévère défaite - autrement dit s'il n'y a pas victoire de l'unité de classe, il y a renforcement de la division. L'intérêt suprême, au delà des intérêts individuels, c'est celui de toute la classe ouvrière.

Éléments de bilan :

- Aujourd'hui, toutes les politiques sont à l'oeuvre. Tout est politique: dès qu'il y a mouvement, grève, manifestation, ou fait divers etc...toutes les politiques, tous les partis, les syndicats, interviennent.

La question n'est plus pour ou contre le mouvement. Une politique peut être en dehors du mouvement, contre le mouvement et être bourgeoise: SOTRASI, SOMAFER, SONACOTRA. Mais une politique peut être de l'intérieur du mouvement et être toute aussi bourgeoise: CGT, CFDT à SOTRASI-SOMAFER, comité de résidents fantoche de la SONACOTRA. Cela ne doit pas tromper les maoïstes. La rivalité entre les deux bourgeoisies peut se faire avec une bourgeoisie à l'intérieur du mouvement, poussant l'antagonisme contre l'autre bourgeoisie à l'extérieur du mouvement.

Ce qui compte, c'est la nature de la politique du mouvement: bourgeoise ou pas. Ici la CGT a vidé de son contenu la grève. Mais qu'on ne se y trompe pas, la CGT peut aujourd'hui infiltrer un mouvement et mener une lutte dure si le mouvement adopte sa politique, celle du P«C»F.

Nous disions «tout ce qui bouge n'est pas rouge». Les révisionnistes peuvent créer de toutes pièces des mouvements: exemple le Parisien Libéré. Les anciens bourgeois aussi: Nicoud, etc... Mais aujourd'hui, ce qui est nouveau, c'est que toutes les bourgeoisies comprennent que l'agent historique, ce sont les masses. D'où la nécessité pour toutes les politiques, de devenir hégémoniques dans n'importe quel mouvement - y compris les mouvements de la classe ouvrière.

Souvent les politiques bourgeoises rivalisent au sein d'un mouvement qu'elles ont créé: 24 Mai par exemple. Ou elles tentent d'infiltrer un mouvement déjà existant: PS à Malville, etc...

Aujourd'hui comme toujours, les masses font l'histoire. Mais quelle histoire: histoire de la révolution ou histoire de la contre-révolution? Cela se joue au coeur du mouvement de masse, sur qui va l'emporter: politiques bourgeoises ou politique maoïste.

- Donnons nous les moyens de notre politique. Deux urgences dialectiquement liées :

. propagande de masse de grande envergure pour la politique maoïste. Campagnes politiques maoïstes de masse. Renforcement de notre presse.

. développement des noyaux communistes.

- Plus que jamais, nous avons ressenti et compris dans cette grève que ce qui est irréductible au révisionnisme, ce n'est pas le programme, mais le Parti. Le programme, aussi révolutionnaire soit-il peut être récupéré par les révisionnistes-sociaux-fascistes. Peu leur importe un programme révolutionnaire s'ils arrivent à y inclure et à faire accepter par les masses dans le mouvement LA GARANTIE ORGANISÉE que le révolutionnaire sera écrasé: droit syndical et élections de délégués. Autrement dit: je soutiens votre programme révolutionnaire à condition que vous m'autorisiez à construire, avec votre accord et votre bénédiction, les organes politiques qui vont réprimer vos propres aspirations.

Autrement dit: programme révolutionnaire et direction syndicaliste donnent grève sociale-fasciste, mouvement de la contre-révolution.

Plus que jamais, nous avons compris que ce qui est irréductible au révisionnisme, le rocher central de notre politique, son noyau d'acier indestructible, c'est la question du parti. Aujourd'hui celle des noyaux communistes. Nous avons mesuré nos retards et nos faiblesses.

propagande de masse
organisation de l'avant-garde ouvrière
Voilà nos tâches urgentes.

- C'est à notre connaissance une des premières grèves d'intérimaires ou de sous-traitants, du moins pour notre région. Ce qui porte en avant le mot d'ordre programmatique: Embauche immédiate des Intérimaires.

- C'est une grève (SOTRASI) de la classe dans les masses: un camarade dira: «C'est tout le foyer qui fait la grève ici».

Point fort qui se retournera en son contraire: pas de piquets, et dont SOMAFER tirera le bilan: occupation. Mais qui sera à son tour transformé en son contraire: isolement total de l'usine.

- Pour les masses, il n'y a pas de différence entre lutte à l'usine et lutte au foyer. «Quand c'est la misère, c'est la misère» dira un ouvrier. Pour la misère, il n'y a pas à abattre les murs de l'usine et du foyer. Elle est partout présente. Cela ouvre des perspectives politiques importantes pour le CPAC. Gare aux idéologies néo-syndicalistes!

- La direction démocratique révolutionnaire: en était-ce une? Nous pensons que oui, au départ. Elle a cependant été caractérisée par de nombreuses faiblesses:

- . pas d'assemblées générales
- . pas d'élections des délégués
- . pas de véritable pratique de direction

- Pour le P«C»F et la CGT, il n'y a pas de contradiction entre une idéologie raciste et chauvine et le soutien aux luttes de travailleurs immigrés. Le tout est de renforcer chez les français une conception sociale-fasciste de la place des travailleurs immigrés en France et d'introduire chez les immigrés les organisations de la dictature sur la révolte - le syndicat - quitte à constituer à la hâte et à corrompre une partie de la classe ouvrière en aristocratie ouvrière (pourcentage sur les prises de cartes).

Cette grève a été un moment d'enthousiasme où nous avons mesuré la naissance dans les masses et aux yeux des masses du pôle maoïste: des Portugais venant de Paris nous ont parlé du Comité Portugal Rouge Ouvrier et Paysan Vaincre (CPROPV), des ouvriers venant de Reims de la manifestation des maoïstes contre l'assassinat de P. Maître, et des ouvriers de Lyon des activités des militants maoïstes dans les foyers.

Que le pôle maoïste se développe et devienne grand et fort, tel doit être notre objectif!

VIE DE L'ORGANISATION UCFML ET DES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES.

Le CPAC de Chalon-sur-Saône

Au foyer d'immigrés en grève des loyers, la politique révolutionnaire est à l'ordre du jour.

Pour soutenir la longue grève des loyers des locataires immigrés d'un foyer-taudis, l'UCFML appelle à un rassemblement en octobre 76. 50 personnes viennent affirmer leur solidarité aux camarades. C'est un grand moment, les camarades en grève expliquent, en faisant visiter le foyer, comment l'Etat impérialiste français et la mairie socialo, les traitent, expliquent le sens de leur lutte.

Pour les révolutionnaires présents au rassemblement, ce qui est à l'ordre du jour maintenant, c'est la possibilité d'organiser la politique révolutionnaire du peuple à Chalon, de travailler à l'unité victorieuse du peuple face à cet impérialisme pourri et à toutes les politiques bourgeoises.

On se retrouve donc avec 6 camarades : 2 ouvriers, 2 intellectuels, 1 infirmière, 1 employé pour constituer le CPAC en novembre 76.

Au début, il faut bien s'unifier sur la nature politique du CPAC, sur ses tâches. Moment de constitution du nouveau sur la ville mais aussi dans la pratique le bilan de l'ancien, des «groupes ouvriers autonomes» auxquels a participé un camarade ouvrier dans le passé, cela à travers l'exigence, la volonté d'avoir une identité politique propre dans le pôle maoïste. Moment important pour l'UCFML dans le sens où le pôle maoïste a deux jambes dès cet instant et il va falloir en prendre toute la mesure, pratiquer correctement cette dualité.

**La politique et le peuple ne se découpent pas :
le CPAC s'empare de toutes les questions.**

Constituer le CPAC, c'est une chose. Faire vivre la politique révolutionnaire du peuple en est une autre ; il faut dans la révolte populaire développer la voie révolutionnaire.

La première grande intervention du CPAC a lieu au meeting anti-nucléaire du Commandant Cousteau. La révolte gronde chez les paysans du Val de Saône et dans toutes les couches du peuple contre le projet d'implantation d'une centrale nucléaire à 20km de Chalon. Prenant appui sur un tract diffusé à la porte, un camarade du CPAC intervient dans le meeting malgré les manœuvres des petits politicards trotsko-écolo. 1500 personnes applaudissent : «Ni Giscard-Chirac, Ni Mitterrand-Marchais». Le CPAC ressent à travers cela la justesse de la ligne politique maoïste, sa vie dans les masses et en retire une grande force pour aller de l'avant.

Dans la foulée, le CPAC participe activement à la manifestation anti-nucléaire à Chalon, y fait vivre la voie révolutionnaire.

Mais on ne s'arrête pas là. Convaincus que la force qui mènera la guerre prolongée contre les projets électro-nucléaires impérialistes, est le peuple des campagnes, le CPAC s'empare totalement du problème. On étudie sur la question des campagnes, sur l'alliance du peuple des villes et des campagnes. Pour connaître vraiment, le CPAC se transporte dans les campagnes, allant enquêter dans les villages des campagnes du Val de Saône, menant d'enrichissantes discussions permettant de dégager un point de vue de classe révolutionnaire, revenant avec la ferme conviction que si on ne développe pas un projet global de société, il ne sera pas possible de construire une véritable force politique anti-nucléaire. Aujourd'hui

le CPAC a les éléments pour travailler solidement à l'unité politique du peuple des villes et des campagnes et il s'y emploie en ville et dans les campagnes.



Le travail de masse du CPAC

Le CPAC a participé également à la grande manifestation de Malville ; a mobilisé pour y aller et sur place a participé aux interventions du pôle maoïste en particulier en enquêtant dans Morestel sur l'état du mouvement de masse et sur la façon dont se donnait la voie révolutionnaire.

Quand les femmes se mêlent de la politique...

Les femmes ont un grand rôle à jouer dans la révolution ; pour ça elles doivent déjà avoir une grande place dans l'édification d'une politique révolutionnaire en France aujourd'hui. Dans le CPAC, les femmes forment une sorte de «détachement féminin», pas au sens féministe du groupe de femmes petit-bourgeois qui ronronne sur ses problèmes mais comme force dans le CPAC, mobilisant, saisissant l'ensemble du CPAC de la question des femmes. On ne se contente pas de discuter et d'étudier ; les femmes du CPAC interviennent dans les usines de femmes, un grand magasin où la révolte des vendeuses a été forte face aux brimades des chefs et de la direction. Mais aussi, sur leur initiative, le CPAC s'empare de la question des enfants, de leur garde collective. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la transformation de la vie quotidienne, les moyens pour que les femmes fassent de la politique révolutionnaire.

A travers ces deux exemples, on voit bien la volonté du CPAC d'être l'endroit où on s'empare de tout ce qui concerne le peuple avec toutes ses composantes. Partout dans la ville le CPAC développe le point de vue de classe que ce soit au moment des municipales, que ce soit au moment de l'assassinat de Pierre Maitre. Dans toute cette période, le CPAC a recruté de nouveaux camarades, s'est enrichi de leur expérience. Mais, en toute logique, le CPAC est traversé par une vive lutte idéologique.

**Que le CPAC devienne le quartier général
des luttes du peuple !**

Quand le CPAC s'empare de la question du nucléaire, de la question des femmes, est partie prenante de la révolte populaire, c'est la volonté de devenir ce quartier général qui s'exprime. Cette volonté s'exprime aussi dans le débat sur «qu'est-ce-qu'une organisation révolutionnaire du peuple» et sur sa place dans le pôle maoïste.

Pendant toute la période de bilan qui mène à la constitution d'une direction interne au CPAC,

le débat portera sur cette question à travers la pratique du CPAC. Plusieurs fois, la région UCFML sera critiquée par les camarades du CPAC, pour deux raisons : insuffisance du travail communiste de l'organisation et obstacle à ce que le CPAC fasse son travail correctement. Dans le premier cas, les camarades du CPAC affirment que le pôle maoïste doit avoir deux jambes et que si l'UCFML accomplit mal les tâches d'organisation communiste, le CPAC en pâtira. Cela a obligé la région UCFML à rectifier sur

sa pratique, notamment sur la construction des noyaux ouvriers maoïstes. Dans le deuxième cas, cela signifie que l'identité du CPAC, sa volonté d'unité du peuple est brimée par l'idéologisme : on privilégie la ligne politique sur la révolte populaire.

Alors le CPAC rectifie lui aussi dans sa pratique. Lorsqu'il mobilise contre les mesures racistes de Stoléro, il fixe un objectif : constituer une solide force populaire à Chalon qui affirmera sa détermination à briser ces mesures de la bourgeoisie impérialiste.

ETUDES MAOÏSTES

Le Parlementarisme impérialiste

LA SEULE RIPOSTE AU PARLEMENTARISME BOURGEOIS, AU PARLEMENTARISME IMPÉRIALISTE, C'EST LA CONSTRUCTION DU PARTI DE TYPE NOUVEAU. C'EST LE DÉBAT DE MASSE SUR LA QUESTION DU PARTI.

Le parlementarisme est une forme particulière de l'État bourgeois. On connaît d'autres formes de cet État: par exemple le fascisme (l'Allemagne entre 33 et 45); ou le capitalisme bureaucratique d'État, le social-fascisme (l'URSS depuis une vingtaine d'années).

Dans le parlementarisme, le pouvoir politique appartient totalement aux représentants politiques de la bourgeoisie impérialiste. Il y a des élections, plusieurs partis bourgeois (le RPR, le PR, le PS, le PCF...), des journaux différents, etc... Mais le débat entre ces partis concerne les meilleurs moyens d'exploiter le peuple travailleur, de piller le tiers-monde, de protéger l'impérialisme français. Le parlementarisme organise la discussion politique entre fractions bourgeoises, et embrigade le peuple dans cette discussion.

Il faut du reste remarquer que quand une clique bourgeoise veut vraiment s'imposer, modifier les règles du jeu, on sort aussitôt du cadre parlementaire. De Gaulle a pris le pouvoir en 1958 par un putsch militaire. Le parlementarisme n'existe que dans le cadre d'un consensus moyen entre les différents partis politiques réactionnaires. Comme le disait Lénine: «le système parlementaire reste d'une très grande fragilité aux yeux de la bourgeoisie elle-même» Et il ajoutait: «plus la démocratie est développée, plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre et de la guerre civile».

Tout ceci est bien connu.

Ce qui est important, c'est de connaître les caractéristiques du parlementarisme AUJOURD'HUI. Aujourd'hui, c'est-à-dire à l'époque de l'impérialisme. Tous les pays à régime parlementaire (USA, Japon, Angleterre, France, etc) sont des puissances impérialistes. Qu'est-ce que le PARLEMENTARISME IMPÉRIALISTE, spécialement en France? Voilà une question militante, dans une conjoncture dominée par les élections de 78.

Nous proposons 4 points pour caractériser le parlementarisme impérialiste:

-1) Il vise à rallier les masses à l'impérialisme.

-2) Il socialise très fortement les contradictions de classe, et son outil est le syndicalisme.

-3) Il fait une place particulière à la nouvelle bourgeoisie.

-4) Il soutient dans le peuple des formes de conscience anarcho-syndicalistes.

Voyons ces points:

1) Ralliement à l'impérialisme.

Dans sa forme moderne, le parlementarisme vise à rallier non seulement au capitalisme, mais à l'impérialisme. Il le fait en soutenant, tous partis confondus, le thème de la «place de la France dans le monde» et l'idéologie chauvine de l'État-nation; en intervenant activement dans la redistribution des miettes du pillage impérialiste à telle ou telle fraction du peuple; en créant une opinion publique nationaliste (tous les partis bourgeois font de la surenchère là-dessus, cf le «fabriquons français» du PCF).

Ceci a une conséquence très importante. D'un côté, le prolétariat et le peuple de France sont antagoniques à l'État parlementaire, parce que c'est l'État des bourgeois. De l'autre, tant qu'ils n'attaquent pas frontalement l'impérialisme français, ils sont en collusion avec cet État. Ils demandent seulement des miettes supplémentaires, ils espèrent quelque chose «en plus» après les élections, etc... Ils sont les mendiants électoraux de l'impérialisme.

Dans deux situations claires - la guerre de 14-18 et la guerre d'Algérie - le prolétariat et le peuple ont très largement marché avec l'impérialisme. Et l'État parlementaire a été l'outil privilégié de cette collusion.

Il faut donc être très clair: attaquer l'impérialisme, c'est forcément attaquer à sa racine le parlementarisme. Si des groupes soi-disant marxistes-léninistes se préparent à participer aux élections, c'est qu'ils sont quelque part en collusion avec l'impérialisme. C'est qu'ils n'osent pas dire à certaines fractions de la classe ouvrière que sa participation au parlementarisme va avec sa collusion avec l'impérialisme. C'est très clair pour l'Humanité Rouge, qui soutient l'impérialisme français en Afrique, et d'autre part veut présenter des candidats.

La vérité, c'est que COMBATTRE L'IMPÉRIALISME, C'EST COMBATTRE LE PARLEMENTARISME.



La chambre du front populaire (1936-1940) qui finira par voter les pleins pouvoirs à Pétain

2) Parlementarisme impérialiste et syndicalisme.

L'État est bien entendu l'État de la classe dominante. Mais en même temps, il est le **PRODUIT** de la contradiction de classe bourgeoisie/prolétariat. L'État n'est pas le simple **REFLET** d'une classe (la bourgeoisie), il est l'**INSTRUMENT** à travers lequel la bourgeoisie domine la contradiction bourgeoisie/prolétariat. L'histoire de l'État parlementaire, ce n'est pas l'histoire de la bourgeoisie. C'est l'histoire de la contradiction bourgeoisie/prolétariat sous le contrôle politique de la bourgeoisie.

L'État a donc constamment à faire avec la contradiction de classe. L'État parlementaire impérialiste est celui qui a **SOCIALISÉ** au maximum la contradiction de classe. Socialisé, cela veut dire quoi? Cela veut dire que l'État prend en compte toute une série de questions posées par les révoltes, par le mouvement de masse. Et qu'il donne à ces questions une réponse bourgeoise, mais une réponse tout de même, en termes de réformes «sociales».

C'est sa manière de bloquer le devenir véritablement **POLITIQUE** de la contradiction de classe, d'enfermer au maximum la contradiction dans l'idée des revendications sociales. On l'a vu avec les réformes de Giscard sur l'avortement par exemple.

L'État parlementaire (contrairement à l'État fasciste, par exemple) est quelque chose de particulièrement souple, qui est en prise sur le réel des contradictions. Et c'est cela qui lui permet périodiquement de «se mettre à jour» au regard du mécontentement populaire. Et alors, vous avez les congés payés, les assurances sociales, la loi sur l'avortement, etc... Bref toute une activité «sociale» qui tire les leçons du mouvement et forge des réponses étatiques bourgeoises aux questions posées par les masses.

Tout ceci est la base véritable **DE L'ENTRÉE DU SYNDICALISME DANS L'APPAREIL D'ÉTAT IMPÉRIALISTE**.

Le syndicalisme, à l'époque de l'impérialisme, a une fonction essentielle de «partenaire social» de l'État parlementaire. **IL PRÉPARE LE TERRAIN AUX RÉPONSES BOURGEOISES DE L'ÉTAT**. Parce que dans toute vraie révolte de masse, il y a deux voies qui s'affrontent: une voie revendicative, interne à l'impérialisme, qui **FAIT PRES-SION** pour obtenir plus de miettes; et puis un **POINT DE VUE DE CLASSE**, complètement opposé à l'impérialisme et aux bourgeois, qui exprime la conception du monde prolétarienne et révolutionnaire. Le syndicalisme, **C'EST L'ORGANISATION DE LA VOIE IMPÉRIALISTE**: sa fonction est de laminer le point de vue de classe, le point de vue antagonique, et de formuler une question purement sociale, compatible avec l'impérialisme. Une question que l'État peut comprendre, à laquelle il peut répondre, même si la tension est vive.

Le syndicalisme, c'est le parlementarisme impérialiste dans le mouvement de masse. Tout son travail, c'est:

- de transformer ce qui pourrait être un antagonisme politique en une protestation sociale.
- de transformer ce qui pourrait être une **LUTTE SOCIALE AVEC POINT DE VUE DE CLASSE** en une revendication compatible avec l'État bourgeois.

Il est donc aujourd'hui absolument impossible de combattre l'impérialisme sans combattre radicalement le syndicalisme.

3) La nouvelle bourgeoisie.

Aujourd'hui, le parlementarisme inclut la nouvelle

bourgeoisie et son parti politique (le PCF). Ce partenaire nouveau est essentiel à l'État parlementaire **DANS SON ENSEMBLE**: la rivalité entre les deux bourgeoisies sert à refaire une scène politique animée, où on peut croire qu'il y a des «choix de société» à faire aux élections. Si le parlementarisme paraît moins creux et moins coupé du réel, c'est parce qu'il y a cette rivalité, cette contradiction, qui **MASQUE** la collusion fondamentale: tous ces partis, de Chirac à Marchais, sont impérialistes.

Dans toute l'Europe (cf l'Espagne, le Portugal), la participation des nouveaux bourgeois aux élections et au parlement est le moyen de faire vivre un petit peu le parlementarisme dans les masses. Les nouveaux bourgeois sont ainsi les garants d'un certain type «d'unité nationale» autour des intérêts bourgeois et impérialistes les plus généraux.

Attaquer le parlementarisme, c'est donc attaquer la rivalité des deux bourgeoisies, et mettre à nu ce que camoufle le débat parlementaire, si violent soit-il: la collusion bourgeoise, impérialiste et anti-populaire.

4) Les formes de conscience liées au parlementarisme.

Nous disons que la forme de conscience «populaire» liée au parlementarisme, c'est l'esprit syndicaliste. C'est l'idée que les luttes sociales, les luttes ouvrières dures d'usine, dirigées par de «bons syndicats», c'est ce qu'il y a de mieux. Oui, c'est ce qu'il y a de mieux... pour l'État parlementaire.

L'esprit anti-politique, anti-parti, c'est la forme de conscience ouvrière qui marche avec l'État parlementaire impérialiste. C'est la socialisation de la contradiction bourgeoisie/prolétariat **SOUS LE CONTROLE DE LA BOURGEOISIE**. Parce que pour briser ce contrôle, il faut la politique du prolétariat, le parti du prolétariat. Et que la lutte

syndicaliste, c'est le contraire. C'est la classe ouvrière constituée comme partenaire de l'État.

Voyons l'histoire:

La classe ouvrière française d'avant 1919 **EST** anarcho-syndicaliste. Or malgré quelques résistances glorieuses, mais isolées et faibles, elle se jette à corps perdu dans la guerre impérialiste aux côtés de l'impérialisme français et à son service. Si on est des matérialistes rigoureux, on peut dire que le bilan, sur la question de l'impérialisme, de l'anarcho-syndicalisme des années 1900-1910, c'est la collusion absolue.

En ce qui concerne le bilan de la riposte à la guerre coloniale d'Algérie, il y a eu des mouvements de masse de révolte, de résistance, c'est vrai. Mais en ce qui concerne le PCF, qui reprend à son compte la tradition syndicaliste en la bureaucratissant, il y a aussi collusion absolue avec le colonialisme.

Donc de ce point de vue là, forme de conscience syndicaliste, ou autonomie de classe du parti, c'est, terme à terme, impérialisme d'un côté, révolution prolétarienne, internationalisme de l'autre.

La lutte entre les formes de conscience, à l'époque du parlementarisme impérialiste, oppose radicalement, au sein de la classe ouvrière et du peuple:

-1) la tradition anarcho-syndicaliste, anti-parti, anti-politique.

-2) Le prolétariat comme classe politique, bâtisseur de son parti, anti-parlementaire et anti-syndicaliste parcequ'il est réellement anti-impérialiste.

C'est pourquoi, au regard des élections de 78, le choix de classe c'est:

parlementarisme impérialiste, ou Parti de type nouveau.

VIVE LE MAOÏSME !

« **LE MARXISTE - LÉNINISTE** »
journal central de l'UCFML

Publications des Comités
Portugal Rouge Ouvrier et Paysan Vaincra

REVUE : Luttes de classe au Portugal
JOURNAL : Nouvelles du Portugal révolutionnaire
et brochures. BP 247- 75564 Paris Cédex 12

Brochures de l'UCFML
aux Éditions Potemkine

- Le Mouvement Ouvrier Révolutionnaire
contre le syndicalisme

- Angola, Cuba, URSS : Internationalisme
prolétarien et social-impérialisme

- Le Plan Barre dans la conjoncture actuelle

- Le Maoïsme et la situation actuelle
en Chine

- Le Maoïsme, marxisme de notre temps

- Face aux élections, vive la politique
révolutionnaire du peuple des campagnes

- Une étude maoïste : la situation en Chine
et le mouvement dit
«de critique de la bande des quatre»

Le « **Marxiste-Léniniste** » et toutes les publications de l'UCFML
aux Éditions Potemkine, sont en vente à
la librairie **FLOREAL** : 121, Avenue du MAINE
Paris - 14^{ème} (Métro : GAITE)

LE RASSEMBLEMENT DE BOLOGNE

La première impression que donnait le rassemblement de Bologne contre la répression les 24, 25, 26 Septembre, était justement celle de ne pas être un colloque contre la répression. Pour les dizaines de milliers de manifestants, jeunes pour la plupart, chômeurs, étudiants, ouvriers ou travailleurs au noir, ces trois jours était le moyen de constater qu'après les grandes manifestations de Mars et la répression qui s'en suivit, le «mouvement» de contestation, de révolte contre les DC-PCI existait toujours; c'était le moyen de commencer à faire le bilan des luttes de masse passées et de voir quelles perspectives s'ouvraient pour l'année. Le sens politique du rassemblement se situait dans la volonté d'édifier une identité nouvelle au «mouvement», d'avancer dans la clarification d'un nouveau projet politique. Pendant trois jours, dans tout Bologne, les discussions n'ont pas cessé. Une multitude de forums se déroulaient au quatre coins de la ville, les mini-débats publics dans la rue n'arrêtaient pas.

1) Un succès de masse contre les pièges tendus par les deux bourgeoisies.

On peut parler de succès pour ce rassemblement, et ce pour plusieurs raisons.

D'une part, les manifestants ont su éviter deux pièges que leur avaient tendus les deux bourgeoisies. L'initiative des «intellectuels» Macchiocci et Guattari d'une part et le faux débat sur le cycle violence ou non violence d'autre part.

- l'initiative qui visait à récupérer le mouvement de Mars pour le mettre à la traîne du PCI qu'avait tenté la nouvelle bourgeoisie par l'intermédiaire de Macciocchi et Guattari a lamentablement échoué. Leur forum n'a été pratiquement pas fréquenté, et le terrain sur lequel ils voulaient que se situent l'ensemble des débats n'a pas été suivi.

- quand au faux débat violence ou pas violence dans lequel la bourgeoisie tentait d'enfermer le rassemblement par une propagande outrancière précédant les trois jours, sur les «troubles», la «casse», les «affrontements armés» qui pouvaient se développer, il n'a été finalement que marginal, même si parfois certaines tensions apparaissaient entre les manifestants eux-mêmes. Dans l'ensemble, le débat de masse n'était pas là, mais sur un autre terrain, celui du bilan à faire du printemps, de quelle identité politique avoir.

Un autre aspect du succès résidait dans le fait d'avoir été capable de rassembler à Bologne plusieurs dizaines de milliers de manifestants. Il faut prendre la mesure à soi seul de ce point, car il se situe après une grande campagne d'intimidation et de répression, expression de la volonté des 2 bourgeoisies d'encercler et d'isoler le mouvement.

Il ne faut pas oublier que Bologne, après l'assassinat de l'étudiant Lo Russo au mois de Mars, est resté dans un état de siège pendant plusieurs jours avec toute la brutalité policière qui l'accompagne, les arrestations sommaires, etc...

Il ne faut pas oublier que tous les journaux de l'ancienne comme de la nouvelle bourgeoisie, la télévision, les radios ont mené une campagne de dénigrement systématique d'une violence sans précédent, présentant les manifestants et les militants des organisations politiques, en particulier ceux de l'Autonomie Ouvrière, comme de vulgaires voleurs à la tire, bandes de gangsters ou «d'agents de l'étranger» provoquant

des troubles en Italie.

Etre présent pendant ces trois jours, c'était rejeter ces propagandes mensongères, ne pas craindre la répression, avoir confiance dans le mouvement de masse. Les premiers manifestants en avaient conscience quand, par vagues successives, se retournant pendant la manifestation pour voir l'immense cortège qui n'en finissait pas, les cris de victoire et les slogans redoublaient alors d'enthousiasme.

2) Un moment fort de l'antirévissionnisme.

Ce rassemblement a été un pas en avant pour une claire conscience anti-révissionniste.

Lors des luttes de Mars, le Mouvement de masse avait pratiqué l'antagonisme ouvert vis-à-vis de la Démocratie Chrétienne, mais également vis-à-vis du PCI dont la nature bourgeoise, réactionnaire et ouvertement répressive est devenue une réalité vivante aux yeux de tous.

La question se posait de savoir si la nature relativement spontanée des luttes de Mars allait pouvoir se transformer et le mouvement prendre corps.

Le rassemblement est venu donner une première réponse :

Le déroulement et le contenu politique des forums est venu rappeler à tous que ce mouvement se situait bien dans le champ de l'anti-capitalisme, du communisme, définissant sa volonté de persévérer dans la lutte face aux 2 bourgeoisies. Certains faits sont significatifs à cet égard. En particulier le fait que le PCI n'est plus désigné que comme parti révissionniste. Il n'est plus question de voir dans le PCI un parti «ouvrier» qui se serait égaré dans la ligne du compromis historique, et qu'il faudrait critiquer tout en l'appuyant pour le transformer, mais bien d'un parti révissionniste, un parti bourgeois.

En particulier, le Samedi, s'est déroulé toute la journée un Meeting place Maggiore, où de nombreux ouvriers sont intervenus à partir de leur expérience concrète dénonçant tous le PCI comme un parti bourgeois.

En soi ce point marque une avancée. Il n'y a pas si longtemps, l'ensemble des organisations révolutionnaires avaient appelé à voter pour le PCI, pour un «soutien critique».

3) Questions ouvertes.

Les points cités plus haut sont les points de force du mouvement, il est important de les relever.

Mais, en même temps, on ne peut cacher ses faiblesses et les interrogations qu'il laisse peser sur son avenir.

En effet, un contenu politique anti-capitaliste concret et réel n'est pas apparu pendant ces trois jours, ni bien entendu les formes organisées qui pourraient le prendre en charge. Le mouvement est apparu fort dans sa RÉVOLTE face aux 2 bourgeoisies, mais encore faible et divisé quant à un PROJET POLITIQUE positif autonome des 2 bourgeoisies.

SUR LES « AUTONOMES » ITALIENS

Le mouvement de masse du printemps 77.

Printemps 77: nombreux mouvements de masse en Italie. Bologne, Rome, Turin, Milan, Florence, etc... Ça, tout le monde s'en souvient, personne ne le conteste si ce n'est, bien sûr, ceux qui pour les besoins de leur cause, la sauvegarde du capitalisme, s'acharnent à n'y voir que marginalité, épiphénomène.

A propos de ce mouvement, une question majeure: la question des révoltes aujourd'hui, celle de la constitution en son sein d'un espace politique, garant de son propre avenir, ou encore d'une force organisée, porteuse d'une alternative révolutionnaire, d'un point de vue de classe sur la révolte de masse.

«Autonomia» sans aucun doute, a été largement partie prenante de ce mouvement, c'est donc cette organisation que nous avons interrogée.

D'abord, quelques caractéristiques générales du mouvement du printemps 77:

Ce mouvement n'a pas eu lieu n'importe quand. Il intervient dans une période de crise particulièrement aiguë du capitalisme en Italie. Période où la collusion des deux bourgeoisies PCI/Démocratie Chrétienne n'est pas de trop pour limiter tant bien que mal, plutôt mal, très mal, les effets de la crise. Le mouvement du printemps 77, c'est la rançon du compromis historique, c'est la riposte au chômage, aux mesures de divisions entre «garantis» et non garantis, à la politique d'exploitation, de répression et de misère du compromis historique.

C'est le mouvement des laissés pour compte, des sacrifiés du compromis historique, de ceux pour qui aucune voie politique n'existe de ce côté.

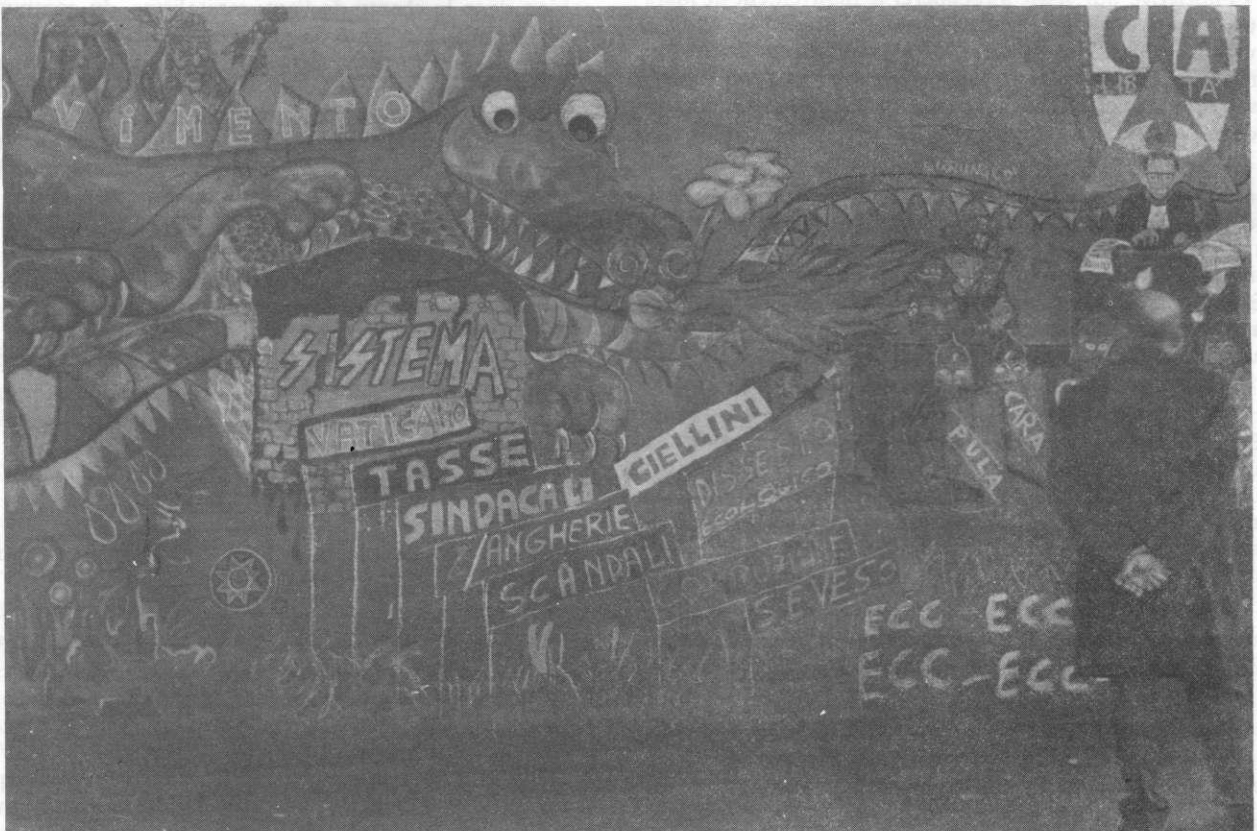
Ce mouvement a donc lutté sur deux fronts, PCI syndicats, Démocratie Chrétienne, bien que sa lutte contre le PCI n'ait eu comme aspect principal que la lutte contre ceux qui répriment le mouvement de masse. La critique du PCI en Italie, porte principalement sur son aspect de COLLABORATION avec la bourgeoisie. Le PCI n'est pas considéré sérieusement comme ayant un projet propre.

C'est là une faiblesse du mouvement révolutionnaire, même s'il est vrai qu'entre les deux fractions de la bourgeoisie soucieuses avant tout de défendre l'ordre Étatique contre la révolte de masse, la collusion l'emporte sur la rivalité.

Le mouvement s'oppose aux «solutions» capitalistes de la crise. Ce faisant, il rencontre comme ennemi de sa révolte le PCI. Il est principalement une révolte de masse contre l'État bourgeois. Mais qu'en est-il de son espace politique, de l'alternative en terme de classe? Comment a été prise en charge la spécificité historique dirigeante de la contradiction bourgeoisie/prolétariat? Questions centrales, car, faute d'y répondre, le risque est grand de rentrer dans le projet bourgeois des 2 SOCIÉTÉS: les intégrés et les marginaux.

«Autonomia», une organisation interne au mouvement de masse.

Un fait positif et qui nous intéresse particulièrement est l'intériorité au mouvement de masse, remment est l'intériorité au mouvement de masse, son sens de l'histoire immédiate.



Comme en 68 en France, les murs sont le grand livre du mouvement de masse

A cela nous voyons plusieurs raisons:

-a) Autonomia est la seule organisation Italienne à ne pas avoir pratiqué une politique de «pousse-avec» des syndicats ou du PCI, à avoir précisément recherché l'espace d'autonomie politique.

-b) Le type d'analyse dont cette organisation est porteuse: au centre de ses préoccupations, le rapport dialectique qu'entretiennent la composition technique de la classe ouvrière et sa composition politique. Par composition technique, il faut entendre le mode de structuration et de division que le capitalisme impose à la classe ouvrière. Par composition politique, le type de résistance, de constitution en classe, que la composition technique engendre elle-même. Une analyse minutieuse de la composition technique de classe permet à Autonomia de prévoir dans une certaine mesure les lieux de la révolte et donc d'être en prise sur cette révolte. Ainsi en a-t-il été du sujet politique ouvrier-masse, sujet effectif des révoltes dans les années 68/70. Ainsi en est-il aujourd'hui de ce qu'Autonomia appelle l'«ouvrier social» sujet des mouvements du printemps 77.

Une analyse donc de la composition de classe, qui permet en quelque sorte de prévoir les sujets de révoltes. Nous verrons que pour autant, le problème du passage de la révolte de masse au point de vue de classe n'est pas résolu.

-c) Le type d'analyse pratiquée par Autonomia est une analyse ultra-économiste du capitalisme. Autonomia attache toute son attention à la contradiction capital/travail, le capital étant rapidement remplacé par l'État, au détriment de la contradiction bourgeoisie/prolétariat.

Curieusement, et parce que nous sommes en période de crise, ce type d'analyse va lui permettre de rencontrer des thèmes importants du mouvement. Les couches sociales représentées dans le mouvement étant précisément celles qui sont le plus touchées par l'absence de travail ou le travail au noir, etc ...

Leurs directives portent sur le travail ou les salaires: dans un premier temps, salaires politiques - moins de travail, des salaires plus élevés. Revendications «économiques» s'il en est.

Avec la crise, le mot d'ordre devient: «un salaire, pas de travail». C'est là que s'arrête l'intériorité d'Autonomia au mouvement de masse et que se posent un certain nombre de problèmes.

«Autonomia» contre la classe, contre le processus de la révolution prolétarienne.

Nous avons dit que le point de départ d'Autonomia est une analyse économiste, c'est à dire une analyse qui se soucie plus des enjeux, des rapports d'exploitation que des rapports politiques, de ce que veulent les classes au sein de la société. Les sujets de la révolte ne sont politiques à la limite que parce que selon Autonomia, il n'y a plus de «société civile» (Cf Negri: «Prolétariat et État »), de bourgeoisie, mais surtout l'État. La contradiction principale n'est plus à proprement parler la contradiction bourgeoisie/prolétariat, mais la contradiction État/ouvrier social. Pour Autonomia, l'«ouvrier social» est le sujet «politique» de l'heure et recouvre toutes les couches sociales qui à cause de la place qui leur

est attribuée par l'État dans la nouvelle composition de classe, se trouvent en contradiction avec l'État. Negri écrit par exemple:

« C'est l'État qui conduit directement la lutte de classe du point de vue du capital », ou encore « La contradiction entre rapports de production et forces productives se configure aujourd'hui dans l'antagonisme entre l'État comme centre d'imputation de la direction pour la production et force prolétarienne de la production sociale ».

Si la contradiction bourgeoisie/prolétariat est aujourd'hui entre État, qui représente entièrement le pôle du capitalisme, et les «forces prolétariennes de la production sociale», le prolétariat se dissout dans son rôle particulier de direction, c'est le peuple unifié qui est le sujet politique, et le communisme est, directement, à l'ordre du jour.

A partir de là, le problème de l'unité de la classe ouvrière et de son rôle dirigeant, seule classe porteuse d'un projet révolutionnaire, n'a plus de sens. La notion de classe se dilue complètement et nous assistons à une fédération, une convergence des révoltes, plus qu'à la constitution d'un point de vue de classe.

De même ce qu'Autonomia appelle «éléments de programme», c'est la formulation diversifiée de la dimension communiste du mouvement de masse. c'est à dire son ASPIRATION ANTI-CLASSE. A ne considérer que ces «besoins communistes» des différentes couches sociales, on passe à côté des conditions historiques de leur réalisation possible. Livrée à elle-même, cette manifestation des besoins communistes, arme puissante contre le révisionnisme moderne (qui argue des intérêts conservateurs de l'aristocratie ouvrière pour écraser les idées des masses révoltées), s'inverse en capitulation. Le besoin de communisme ici et maintenant, à ne pas être chevillé au projet de dictature du prolétariat, conduit tout au plus à la dissidence, en tout cas pas à un projet révolutionnaire réel en terme de force et de pouvoir, surtout quand on considère le socialisme comme une forme de transition aujourd'hui dépassée. Un exemple: lorsque la directive est: un salaire pas de travail, on se demande qui de la dictature du prolétariat ou du capitalisme impérialiste est le plus à même de satisfaire cette aspiration ! Il s'agit là de tout le contraire d'un élément de programme.

D'une certaine manière, les sujets révoltés ne se transforment pas et ne sont pas immédiatement sujets politiques. Les masses ne dirigent pas le processus historique, elles le font. A ne pas poser le problème de la direction et du point de vue de classe, on risque de n'être que le reflet des divisions imposées par la bourgeoisie. Autonomia refuse l'idée bourgeoise des deux sociétés, mais à trop coller à la COMPOSITION de classe, sans penser à la DIRECTION DE CLASSE, comment ne pas se laisser enfermer dans cette même conception qui fait des uns les marginaux des autres? Conception par laquelle la bourgeoisie entend réduire les révolutions à la dissidence.

C'est la question que nous nous posons aujourd'hui à propos du mouvement de masse en Italie. C'est la question que nous posons à Autonomia:

- comment concevez-vous le passage de la révolte à la révolution, du soulèvement démocratique anti-Étatique des masses populaires au processus prolétarien de destruction de l'État ?

Le peuple SAHARAOUI et l'impérialisme français



Femmes Saharaouies dans la guerre populaire

L'annexion du Sahara Occidental par les troupes maroco-mauritaniennes: un complot de l'impérialisme, français en particulier.

On se souvient (voir «Le Marxiste-Léniniste» No 10 Février 1976) que le peuple Saharaoui s'est vu chasser de son territoire à la suite d'un vaste complot dont les exécuteurs étaient les gouvernements Marocain et Mauritanien, et les inspirateurs les impérialistes français, nord-américain et espagnol.

Ce complot visait à consolider les intérêts de ces puissances impérialistes dans la région: les pays côtiers de l'Afrique du Nord-Ouest (Maroc, Mauritanie, Sénégal), dévolus à l'impérialisme occidental, français surtout, ne devaient pas voir leur cohésion rompue par la naissance d'un État Saharaoui échappant à la sphère d'influence française et occidentale. Ceci d'autant plus que l'ex-territoire Espagnol est riche de ressources minières importantes (phosphates et uranium, matières premières stratégiques pour les impérialistes).

Nous, maoïstes de France, sommes pour la libération du Sahara Occidental. Nous soutenons la courageuse lutte armée contre les annexionnistes et nous luttons contre le chauvinisme maroco-mauritanien entretenu par les officines fascistes et révisionnistes ici en France dans le prolétariat international de France.

Nous n'ignorons pas que dans le monde d'aujourd'hui, le monde de l'hégémonie des 2 superpuissances USA-URSS, toute lutte de libération nationale se voit menacée d'intervention extérieure, de l'URSS en particulier. Nous soutenons le front POLISARIO dans sa volonté d'indépendance et d'autonomie, sans ignorer le risque de voir d'autres pays tenter d'utiliser sa lutte pour disputer localement, de manière chauvine, le terrain au Maroc.

Sur la «coopération»: l'État français, un État fondamentalement impérialiste.

Au cours de ce processus de renforcement de l'impérialisme français, le nombre des «coopérants», experts et employés qualifiés de nationalité française dans cette région a augmenté sensiblement: leur nombre serait de 3000 en Mauritanie (pays d'1 million d'habitants) et de plusieurs dizaines de milliers au Maroc (il y en a environ 10 000 en Algérie). Ces gens travaillent dans les compagnies impérialistes, dans les compagnies soi-disant «nationales» ou font partie de l'encadrement et de l'appareil d'État de ces pays (enseignants, administrateurs de haut niveau véritables ministres officieux, «instructeurs militaires» c'est-à-dire dans certains cas officiers supérieurs des armées «nationales»).

La situation dans cette région n'est pas un cas isolé, plus d'un million de français (petite bourgeoisie d'encadrement, aristocratie ouvrière, commerçants et petits indus-

triels, personnel des sociétés impérialistes et militaires, ainsi que des minables aventuriers et mercenaires à la petite semaine) effectuent les sordides basses besognes dans les colonies (dénommées soi-disants «Départements d'outre-mer» et «Territoires d'outre-mer», DOMs-TOMs) et les néo-colonies de l'impérialisme français.

Pour leurs services, ils sont payés plus cher (environ 2 fois plus que leurs salaires en France) et ont des avantages liés à leur statut de privilégiés dans ces pays au niveau de vie très bas (domesticité, logement réservés, conditions de vie meilleures - plage, soleil, «exotisme» - qu'en France).

L'affaire de Zouérate: des agents objectifs de l'impérialisme faits prisonniers et non des «otages»

ZOUÉRATE: un nom qui évoque la première grande grève de Mauritanie en 1968: au cours de cette grande révolte ouvrière regroupant toutes les nationalités du pays, première manifestation de la combattivité et de l'unité de la classe ouvrière Mauritanienne, les dirigeants de la compagnie impérialiste française qui exploitait la mine de fer à cette époque, font appel à l'armée Mauritanienne pour réprimer le mouvement. Plusieurs dizaines d'ouvriers sont tués par balles. Voici un raccourci du rôle des «coopérants» français en Afrique et ailleurs, dans leur collaboration avec les appareils d'État réactionnaires, au service commun de l'impérialisme français !

Pour se rendre compte de l'importance de cette mine pour l'impérialisme français, il faut savoir que le complexe sidérurgique de Fos a été construit pour traiter principalement le minerai de Mauritanie.

Depuis, la compagnie a été «nationalisée» formellement: mais les débouchés et les structures financières étatiques de la Mauritanie sont étroitement contrôlés par l'impérialisme français, et le personnel d'encadrement et les techniciens spécialisés sont toujours français.

De ce fait, la mine et ses installations d'évacuation du minerai vers le port de Nouadhibou, représente un objectif de choix pour les combattants Saharaouis en lutte contre les annexionnistes maroco-mauritaniens et leurs maîtres impérialistes. Plusieurs fois, des attaques dans ce coin ont mis en déroute les troupes mauritaniennes, avec peu de résistance. En effet, le peuple Mauritanien (y compris les soldats) résiste contre la guerre réactionnaire du Sahara, se sentant proche de ses frères Saharaouis, étant également opprimé par l'impérialisme.

Au cours de ces opérations des combattants Saharaouis, des «coopérants» français ont été capturés. Il faut préciser que l'année dernière, le Front POLISARIO avait libéré 2 «coopérants» capturés au Sud du Maroc, après s'être assurés que ces deux touristes malencontreux étaient de bon-

ne foi. En effet, à leur retour, ils avaient déclarés que la lutte du peuple Saharaoui leur paraissait légitime et qu'ils déplorait le rôle qu'on leur faisait jouer malgré eux. De nombreux «coopérants» entraînés sans savoir dans ces affaires néo-coloniales se rendent compte de leur véritable fonction et le font parfois savoir.

Une propagande ultra-chauvine néo-coloniale:

Après la capture de 2 agents d'une filiale de la SNCF (une compagnie nationalisée à l'oeuvre au service de l'impérialisme) s'occupant du convoi minéralier, la bourgeoisie impérialiste française a lancée une vaste campagne destinée à préparer l'opinion (et à tenter de la rallier) à un accroissement de l'engagement militaire dans la région. Déjà, des experts militaires français encadrent, y compris en opération probablement, en partie les armées marocaine et mauritaniennes, en plus des troupes françaises stationnées au Sénégal, utilisées à diverses missions de transport vers le lieu du conflit (A Cap-Vert près de Dakar: une base de la mari-

ne française de plus de 2000 hommes officiellement, renforcée récemment de 800 à 1500 hommes. Pour donner une idée de son rôle, il faut savoir que ce corps, dirigé alors par le colonel Bigeard a participé à la répression du grand mouvement de masse de Mai 1968 à Dakar, répression au cours de laquelle une soixantaine de gens du peuple sont morts et plusieurs centaines blessés).

Dans une escalade aventuriste, le gouvernement français propose pratiquement de renforcer les armées d'occupation des annexionnistes ou de les remplacer en Mauritanie.

Il s'agit là d'une politique ouvertement impérialiste, une politique chauvine de crise, dont un des aspects est de tenter de constituer une base de masse aux menées de la bourgeoisie impérialiste de France.

Il est de la plus grande importance, quels que soient les détails de l'affaire en cours, de mener campagne contre les menées aux précédents récents multiples (Tchad, Côte d'Ivoire etc...) dans le travail des CPAC comme des noyaux et de l'ensemble de l'organisation.

Iran : le Shah à Paris

Pendant la semaine du 11 au 18 Novembre, le Shah d'Iran s'est rendu en France et aux USA. A cette occasion, les étudiants Iraniens dans ces deux pays se sont mobilisés et ont organisé différentes actions pour dénoncer le sanglant régime de leur pays et la complicité de l'impérialisme français.

Qu'est-ce que l'Iran dans le monde d'aujourd'hui ?

Après la seconde guerre mondiale, ce pays a connu un mouvement démocratique aboutissant à des élections et à la constitution d'un gouvernement progressiste au programme anti-impérialiste.

C'est alors que l'impérialisme US, les féodaux et les éléments les plus réactionnaires Iraniens, ont porté au pouvoir un résidu corrompu d'une branche mineure de l'aristocratie: M. Reza Pahlavi.

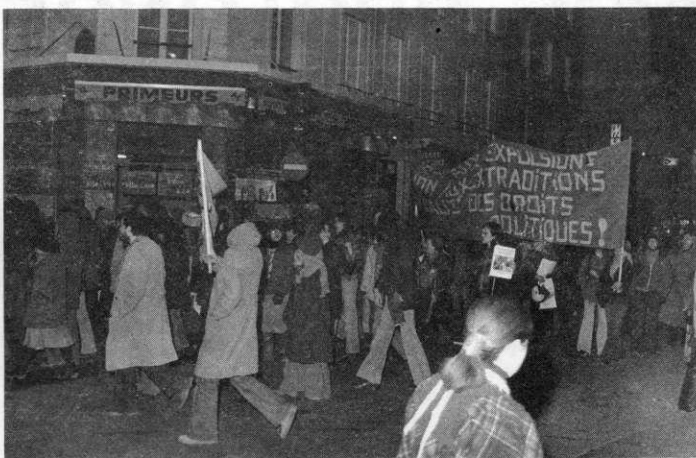
Depuis, c'est le régime de la terreur, l'extermination et l'emprisonnement des révolutionnaires et démocrates, les mesures brutales pour configurer la société selon les désirs de l'oligarchie au pouvoir et de ses maîtres impérialistes: réforme agraire capitaliste, industrialisation désordonnée et sauvage, surarmement démentiel et hypertrophie de l'armée...

Une misère terrible s'est installée, d'autant plus choquante que le pays est assez riche en ressources.

A la fois un pion de l'impérialisme US et puissance moyenne expansionniste, l'Iran intervient dans la région l'avoisinant: par exemple en Oman ou un corps expéditionnaire participe à la répression de la lutte de libération nationale.

L'impérialisme français soutient le régime du Shah, et espère arracher une petite place à l'impérialisme US en Iran.

C'est dans cette conjoncture que le petit brigand impérialiste français est depuis quelques années l'un des plus fermes partisans du sanglant régime Iranien.



Manifestation du 6 Dec. 76 contre l'expulsion de 4 étudiants Iraniens, à Paris.

De juteux contrats sont en cours et, pour les défendre, l'État impérialiste français coopère avec la SAVAK (police fasciste Iranienne) pour repérer et surveiller les étudiants Iraniens en France, les poursuivre à tout bout de champ (quand ils distribuent des tracts, collent des affiches, etc...) ou même les emprisonner et les expulser vers d'autres pays (comme ce fut le cas à la suite de l'attentat contre un agent de la SAVAK à Paris où 4 étudiants sans rapport avec cette affaire ont été expulsés).

Après une période de difficultés face à la répression (100 000 prisonniers politiques, des centaines d'assassinats chaque année) le mouvement de masse se développe pas à pas.

Dans cette situation complexe, à l'époque de l'hégémonie, les difficultés organisationnelles de la révolution dans ce pays sont nombreuses et en travail: nous en suivons avec intérêt l'évolution.

Malgré toutes ces difficultés, le mouvement de masse trouve progressivement sa voie:

- récemment des manifestations courageuses (la police a tiré souvent et il y a eu des morts) ont protesté contre la répression visant des personnalités religieuses «musulmanes anti-fascistes».

- au mois d'Octobre, de grandes assemblées d'intellectuels (auxquelles près de 100 000 personnes ont assisté) opposées au régime du Shah et à l'impérialisme US, se sont tenues sous couvert de «journées culturelles».

- un grand mouvement populaire a eu lieu à Téhéran (la capitale) pour le droit au logement: en effet, la réforme agraire capitaliste a entraîné l'exode de centaines de milliers de paysans pauvres vers la ville et ceux-ci s'entassaient dans des bidonvilles aux portes de l'agglomération. L'État empêche la construction de logement non-spéculatif et détruit les maisons fabriquées par le peuple hors des bidonvilles. Des actions s'organisèrent contre cet état de fait. Des maisons sont rebâties en groupe après leur démolition par la police, des affrontements, véritables batailles rangées, eurent lieu contre les divers agents de l'État (2 ou 3 personnes tombèrent), des maires furent détruites et incendiées, etc... L'État recula un temps, ce qui est une des premières victoires du mouvement de masse en Iran, mais les démolitions de maisons continuent sous divers prétextes.

Développons la campagne contre le Shah d'Iran et contre son complice l'impérialisme français.

Nous, maoïstes de France, sommes pour lutter véritablement contre l'impérialisme français. Il faut développer une campagne sur les responsabilités de la bourgeoisie impérialiste française dans les exactions fascistes du régime Iranien. Sans ses soutiens impérialistes (nord-américain principalement - il y a 35 000 américains en Iran, organisant les diverses activités de pénétration US - mais aussi français en bonne place, allemand de l'Ouest, Britannique, etc...) le Shah s'écroulerait sans nul doute.

C'est aussi l'occasion de lutter contre les conceptions chauvines et sociales-chauvines faisant de la «grandeur de la France» le fond des politiques impérialistes des 2 bourgeoisies.

Mao Tsé-toung , le 15 juin 1976 :

« Les hommes qui, depuis l'antiquité, ont vécu soixante-dix ans sont rares, et moi j'ai déjà plus de quatre-vingt ans. Il y a une expression de la Chine antique qui dit : « On ferme le cercueil et on conclut. » Bien que mon cercueil ne soit pas fermé, c'est pour bientôt, et je peux donc conclure ! Dans ma vie j'ai fait deux choses : la première, c'est d'avoir lutté contre Tchiang Kai-chek pendant des dizaines d'années, d'avoir prié les Japonais de rentrer chez eux, d'être entré dans Pékin et dans la Cité Interdite. A ce sujet, les gens qui continuent à n'être pas d'accord avec moi ne sont pas nombreux, il n'y a que quelques individus qui me disent seulement que j'aurais dû récupérer l'île plus tôt (○). L'autre chose, vous le savez, c'est d'avoir lancé la Révolution culturelle ; en ce qui concerne la Révolution culturelle, il y a peu de gens qui la défendent et pas mal de gens qui s'y opposent.

Ces deux choses n'ont pas été terminées, je les lègue à la génération suivante ; ce legs ne peut se dérouler pacifiquement, à ce qu'il semble cela ne peut se passer que d'une façon mouvementée. Si cela n'est pas bien fait, alors le sang coulera. Qu'est-ce que vous allez faire ? Et les futures générations, que feront-elles ? Seul le ciel le sait ! »

○ Il s'agit de l'île de Taiwan

**COMBAT POPULAIRE PROLONGÉ
POUR ANNULER
LES MESURES STOLÉRU !**